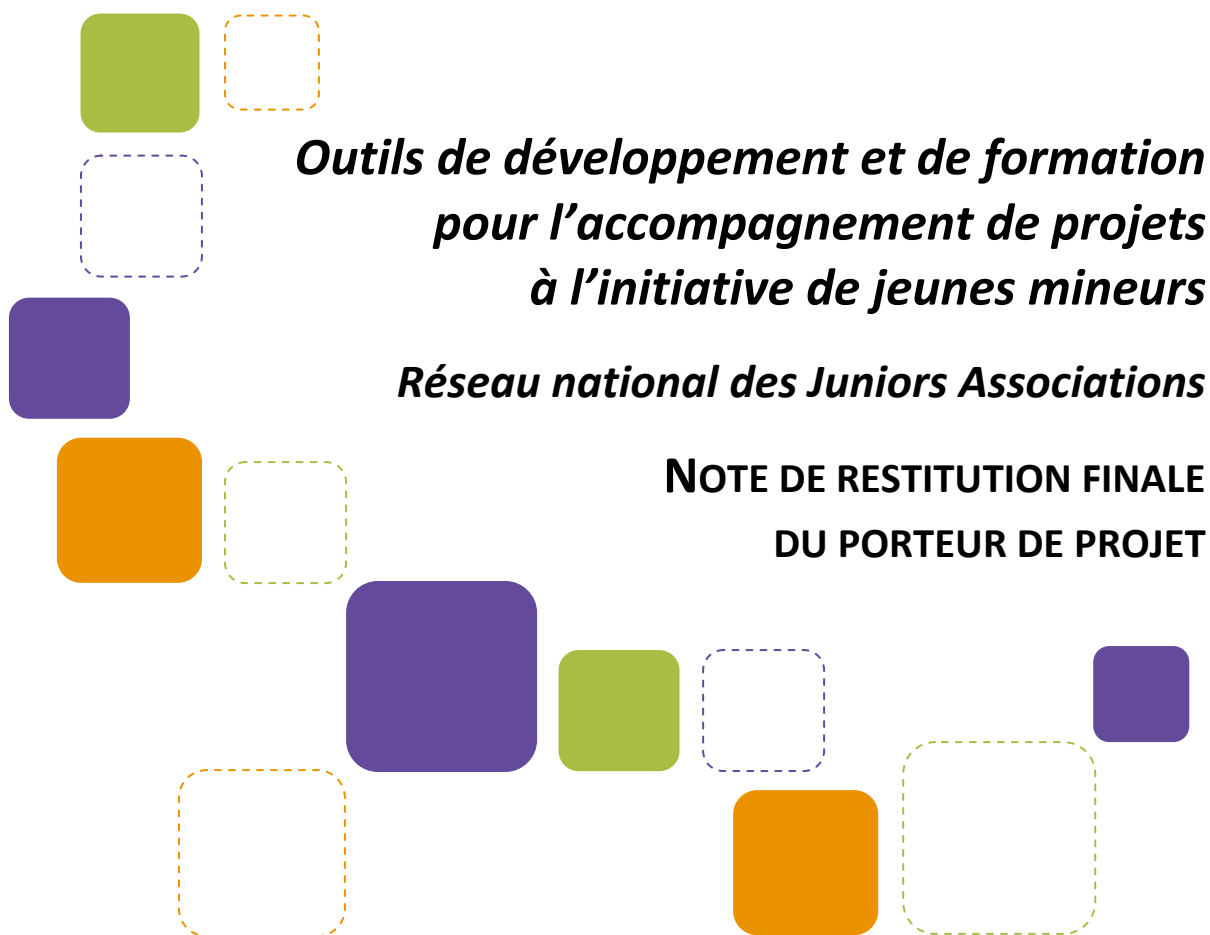




FEJ
FONDS
D'EXPÉRIMENTATION
POUR LA
JEUNESSE



Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Mission d'Animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13
www.experimentation.jeunes.gouv.fr



INTRODUCTION

Ce projet a été financé par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets n°AP3 lancé en décembre 2009 par le Ministère chargé de la jeunesse.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités variables et rigoureusement évaluées. Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Le contenu de cette note n'engage que ses auteurs, et ne saurait en aucun cas engager le Ministère.

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Mission d'Animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13
www.experimentation.jeunes.gouv.fr

Pour plus d'informations sur l'évaluation du projet, vous pouvez consulter le rapport d'évaluation remis au Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse par l'évaluateur du projet sur le site www.experimentation.jeunes.gouv.fr



FICHE SYNTHÉTIQUE DU PROJET

THÉMATIQUE : Engagement des jeunes NUMERO DU PROJET : AP3_136
LE DISPOSITIF EXPERIMENTÉ
Titre : Outils de développement et de formation pour l'accompagnement de projets à l'initiative de jeunes mineurs
Objectifs initiaux : Soutenir l'engagement des jeunes à travers le développement et le partage d'une posture et d'une pratique d'accompagnement de leurs projets plus respectueuse de leur désir d'autonomie et de leur capacité d'initiative.
Public(s) cible(s) : - Adultes qui accompagnent des jeunes mineurs dans leurs projets / en position éducative auprès de jeunes mineurs susceptibles d'engager une démarche de projet : bénévoles et salariés associatifs, personnels enseignants et d'encadrement des établissements scolaires, animateurs / personnels des collectivités : 2072 bénéficiaires - Jeunes, en ciblant plus particulièrement les jeunes mineurs et les jeunes ayant moins d'opportunités (milieu rural isolé, territoire politique de la ville, etc.) : 9762 bénéficiaires
Descriptif synthétique du dispositif expérimenté : Deux axes d'intervention principaux : 1. Proposer des actions et des outils de formation à l'accompagnement de projets de jeunes, en tant qu'outil d'autonomisation et d'intégration sociale 2. Agir pour une meilleure coordination institutionnelle et associative sur les territoires pour favoriser l'initiative de jeunes mineurs.
Territoire(s) d'expérimentation : Auvergne (<i>Allier & Puy-de-Dôme</i>), Bretagne (<i>régional</i>), Champagne-Ardenne (<i>Marne & Ardennes</i>), Île-de-France (<i>régional avec actions plus marquées en Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Val d'Oise, Paris</i>), Pays-de-la-Loire (<i>Vendée & Loire-Atlantique</i>)
Valeur ajoutée du dispositif expérimenté : Il s'agit de mobiliser et d'impliquer une communauté d'acteurs plus large que le public habituel du Réseau National des Juniors Associations (RNJA), à partir du savoir-faire développé par ses Relais locaux, pour la constitution de réseaux territoriaux et de communautés éducatives locales d'accompagnateurs de projets.
Partenaires techniques opérationnels : (1) Partenaires initialement visés dans la convention : Unions régionales de la Ligue de l'enseignement Auvergne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Île-de-France et Pays-de-la-Loire (fédérations « Relais Junior Association » sur ces territoires) (2) Partenaires effectifs : idem + partenaires locaux selon les régions (collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat, organismes sociaux et associations et fédérations locales)
Partenaires financiers (avec montants sur la totalité du projet): MSJEPVA-FEJ (300 000 €) / Education nationale (1 777 €) / Collectivités territoriales (79 476,26 €) / Organismes sociaux (9 400 €) / Ressources propres et apports partenaires opérationnels (23 344 €)
Durée de l'expérimentation : (1) Durée initiale : 32 mois (2) Durée effective : 34 mois (<i>dernière réunion du comité de pilotage national le 29 octobre 2013</i>)
LE PORTEUR DU PROJET
Nom de la structure : Réseau national des Juniors Associations Type de structure : Fédération associative régie par la loi du 1 ^{er} juillet 1901
L'ÉVALUATEUR DU PROJET
Nom des évaluateurs : Vincenzo Cicchelli (Paris Descartes - Gemass), Olivier Galland (CNRS - Gemass), Jasmina Stevanovic (Paris Descartes - CERLIS) Type de structure : Sociologues sous statut d'auto-entrepreneurs



SOMMAIRE

Introduction	5
I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation	8
A. Objectifs de l'expérimentation	8
B. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation.....	9
1. Public visé	9
2. Bénéficiaires directs	9
3. Bénéficiaires indirects	19
II. Déroulement de l'expérimentation	20
A. Actions mises en œuvre.....	20
B. Partenariats	40
1. Partenaires opérationnels	40
2. Partenaires financiers	43
C. Pilotage de l'expérimentation.....	46
III. Enseignements généraux de l'expérimentation.....	48
A. Analyse et modélisation	48
B. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif	56
1. Public visé.....	56
2. Actions menées	57
3. Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance.....	57
4. Impacts sur la structure	58
Conclusion	61

Introduction

« Cette entrée dans la vie associative en même temps que dans l'âge adulte marque une façon positive et citoyenne de participer à la vie de la cité, de leur quartier ou de leur village. Positive dans une construction personnelle (de soi) et collective (d'un groupe). Positive parce qu'ils entrent ainsi dans la voie associative et parce qu'ils y inventent de nouvelles formes d'affiliations et d'identités. **Les jeunes se prennent en charge eux-mêmes bien qu'ils acceptent ou cherchent des soutiens adultes pour leur servir de garants et de médiateurs avec les institutions et les financeurs. Ils ne sont pas dans une démarche de recherche d'assistance.**

Et bien qu'entrés « en association » pour des raisons souvent pratiques, ils y découvrent l'intérêt du collectif et apprennent à devenir responsables et engagés, entre eux et au contact de leurs publics et partenaires. Ils s'enracinent alors dans une communauté, un quartier, un territoire. »

Les pratiques associatives des jeunes mineurs des Juniors Associations

Dan Ferrand-Bechmann, sociologue, professeure des universités, Paris-VIII

Etude réalisée par le Centre d'étude des solidarités sociales (CESOL) pour le RNJA - 2006.

Soutenir l'esprit d'initiative, la créativité et la participation active des jeunes, leur donner l'occasion de développer leur citoyenneté et leur pouvoir d'agir dans leur village, leur quartier ou leur ville : ces objectifs sont largement partagés par les acteurs concernés par l'engagement des jeunes – et plus largement le devenir de la jeunesse.

L'une des conséquences de cette préoccupation consiste en la multiplication des dispositifs, espaces, appels à participation, structures d'appui aux projets, etc. à tous les échelons, avec une forte montée en puissance, ces dernières années, des collectivités territoriales qui mettent en place leurs propres politiques publiques de jeunesse municipales, départementales ou régionales – et une mobilisation de plus en plus affichée de l'institution scolaire à travers des campagnes d'information et la mise en place de dispositifs de participation et d'incitation à l'engagement associatif dans les lycées.

Si l'on ne peut que se féliciter de cette mobilisation élargie en faveur des jeunes, **encore faut-il que les modes d'intervention des adultes leur permettent une réelle prise de responsabilité** et ne se limitent pas à de l'information ou du financement de projets, mais bien que l'on **développe une véritable démarche d'accompagnement** qui soit partagée par les acteurs qui sont à leur contact. C'est tout particulièrement important pour les jeunes mineurs et les publics éloignés des dynamiques d'engagement associatif (jeunes en milieu rural / rural isolé, jeunes ayant peu accès aux activités périscolaires, jeunes des quartiers populaires...).

C'est ce constat qui, déjà, avait présidé à la création en 1998 de Junior Association et du Réseau national qui les réunit, croisement original de plusieurs légitimités et savoir-faire : la Ligue de l'enseignement, un grand mouvement national de jeunesse et d'éducation

populaire ; J.Presse, une association nationale de jeunes dirigée par des jeunes ; et l'appui du Ministère chargé de la jeunesse à travers le GIP *Défi-Jeunes*, dont le programme *Envie d'agir* a ensuite été l'héritier. Si la composition de l'association a évolué avec la disparition de deux membres fondateurs et l'adhésion de la Confédération des M.J.C. de France et de la Fédération nationale des Centres sociaux et socioculturels (en 2002) puis de l'association Jets d'encre (2005), son objectif est resté le même : **permettre aux jeunes mineurs de participer à la vie sociale et d'être reconnus comme des citoyens actifs** :

- en leur proposant de se regrouper autour d'une idée, d'un projet, ou tout simplement d'une envie d'agir, sous une forme associative souple et originale : la Junior Association ;
- en leur permettant d'accéder aux principaux outils de la vie associative instituée qui restent encore réservés, dans l'usage, aux majeurs, et qui constituent autant de clés pour l'autonomie de leur projet ;
- en mobilisant une communauté d'adultes dans une démarche de « majorité associative accompagnée » fondée sur des obligations réciproques, dans le respect de l'initiative et de la capacité d'action des jeunes.

Depuis sa création, le RNJA a permis la réalisation de plus de 4 000 projets et l'accompagnement de plus de 50 000 jeunes, soutenus par un réseau de 140 Relais départementaux partout en France (territoire métropolitain et DOM-COM).

Ces principes qui guident notre action, **nous avons souhaité les partager et en questionner l'application avec une large communauté d'acteurs** (associatifs, collectivités, institutionnels...) pour promouvoir une philosophie et des pratiques de l'accompagnement de projet collectif de jeunes mineurs qui place en son centre le respect de leur capacité d'initiative et le développement de leur autonomie. En lançant cette expérimentation, nous avons souhaité interroger les postures d'interventions à la fois professionnelles et institutionnelles vis-à-vis des jeunes mineurs porteurs de projets : soutien, anticipation, mise en réseau, prise de risques mesurés, valorisation, etc. Nous visions à la fois :

- un objectif opérationnel : un meilleur accompagnement des projets choisis par des jeunes mineurs ;
- un objectif plus politique : une meilleure concertation et compréhension des champs d'action investis par les jeunes mineurs, basé sur un repérage des freins à leur capacité d'agir.

La volonté éducative est donc clairement exprimée : **demander aux adultes, aux associations, aux institutions, aux collectivités territoriales et aux pouvoirs publics de s'organiser ensemble afin de reconnaître le droit d'agir aux jeunes, et d'adopter des modes d'intervention adaptés.**

L'ensemble des actions proposées se sont appuyées principalement sur les Unions régionales de la Ligue de l'enseignement, fédérations d'éducation populaire qui font partie du réseau territorial du Réseau national des Juniors Associations, en qualité de « Relais » chargés du développement de Junior Association (avec, selon les territoires, des fédérations des MJC et/ou des Centres sociaux, également membres du Réseau national).

Cinq régions ont été ainsi associées : Auvergne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Île-de-France et Pays-de-la-Loire. **Ce choix a été guidé par la volonté d'expérimenter en fonction de réalités géographiques différentes**, ainsi que par une diversité d'état d'avancement du développement des Juniors Associations :

- Ces territoires présentent une variété de milieux (urbains, périurbains et ruraux) et donc de situations / d'offre accessible pour les jeunes mineurs – tout comme de profils et de demandes différents.
- Au démarrage du projet, ils présentaient des situations contrastées concernant le développement des Juniors Associations, ainsi que des relations institutionnelles et inter-associatives autour de leur action.
- Aucun de nos partenaires n'avait entamé de démarches d'ampleur avec l'Education nationale, pour développer les Juniors Associations et plus généralement l'accompagnement de l'initiative associative des jeunes dans les établissements scolaires.

Ce rapport s'appuie sur les actions développées par nos partenaires régionaux et les données qu'ils ont recueillies tout au long du projet.

I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation

A. Objectifs de l'expérimentation

Notre projet consistait à expérimenter sur cinq régions (Auvergne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Ile-de-France, Pays de la Loire) un développement du travail d'accompagnement des initiatives collectives des jeunes mineurs auprès d'une communauté large d'acteurs : qu'ils soient déjà en situation d'accompagnement ou bien qu'ils soient en situation d'accompagner des jeunes qui souhaiteraient lancer leur propre projet.

Notre point de départ, largement abordé dans l'introduction du rapport, est bien **qu'une préoccupation plus importante portée à l'engagement des jeunes n'est pas suffisante pour produire des effets, si elle n'est pas soutenue par une philosophie, des modes d'intervention et des postures des adultes** qui leur permettent d'accéder à une réelle prise de responsabilité et d'autonomie ; et **une coordination de ces acteurs pour créer un climat d'accueil bienveillant des initiatives des jeunes.**

Pour ce projet, deux axes d'intervention principaux ont donc été proposés et soutenus par le Fonds d'expérimentation pour la Jeunesse :

- 1. Développer des actions et des outils de formation à l'accompagnement de projets de jeunes, en tant qu'outil d'autonomisation et d'intégration sociale.** Les porteurs du projet en région devaient notamment adapter ces actions et outils, dans leurs formes et leurs contenus (information/sensibilisation, échange de pratiques, intervention/formation), aux différents types de professionnels concernés ciblés dans le projet d'expérimentation (issus de l'éducation nationale, des collectivités territoriales ou encore des associations) et à la diversité des territoires.
- 2. Agir pour une meilleure coordination institutionnelle et associative sur les territoires pour favoriser l'initiative de jeunes mineurs.** Il s'agissait ici de demander aux adultes, aux associations, aux institutions, aux collectivités territoriales et aux pouvoirs publics de s'organiser ensemble afin de reconnaître le droit d'agir aux jeunes. La mise en place d'instances de coordination était au cœur de cet objectif : il importait en effet que le projet d'expérimentation puisse aussi se connecter avec les préoccupations des autres acteurs concernés pour qu'ils soient volontaires dans la constitution de réseaux territoriaux d'accompagnateurs de projets, capables de se coordonner au mieux des demandes des jeunes, mais aussi de savoir auprès de qui et comment trouver les ressources nécessaires à leur action.

Cet axe de travail voulait concerner plus particulièrement les Rectorats et les établissements scolaires, peu mobilisés en faveur de l'engagement des jeunes. Il y a pourtant là un vivier car l'institution scolaire accueille tous les publics, dont ceux qui sont les plus éloignés des dynamiques d'engagement associatif.

B. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation

1. Public visé

En lançant cette expérimentation, le RNJA et son réseau en régions souhaitaient contribuer à définir et proposer de nouvelles postures d'interventions professionnelles et institutionnelles vis-à-vis des jeunes mineurs porteurs de projets : soutien, anticipation, mise en réseau, prise de risques mesurés, valorisation, etc. Le premier public cible est donc composé de professionnels de la jeunesse et de l'éducation, directement concernés par les actions mises en place dans le cadre de l'expérimentation. Ce travail entendait bénéficier en second lieu aux jeunes, en permettant de lever un maximum de freins à leur engagement réel en travaillant sur un accueil bienveillant de leurs initiatives.

Le projet initial visait à toucher 3 100 adultes en situation d'accompagnement ou en posture d'accompagnement de projets de jeunes (2 450 hors cadre scolaire et 650 en cadre scolaire) et 27 600 jeunes et plus particulièrement des jeunes mineurs (20 800 en cadre scolaire et 6 800 hors cadre scolaire).

Ces publics, jeunes et adultes, sont ceux concernés par l'action habituelle du Réseau national des Juniors Associations hors cadre expérimental avec une vraie nouveauté d'adresse spécifique au cadre scolaire, sur lequel la démarche Junior Association (cf. introduction) n'était pas repérée au démarrage de l'expérimentation

2. Bénéficiaires directs

Au terme du projet, l'expérimentation a concerné 9 762 jeunes et 2 072 adultes, soit 11 834 bénéficiaires au total.

2.1. Statistiques descriptives

Les statistiques recueillies¹ confirment que les publics bénéficiaires sont bien ceux ciblés au démarrage de l'expérimentation, à l'exception des jeunes engagés en Service civique qui n'avaient pas été identifiés en tant que tels au démarrage du projet. Ceux-ci ont été comptabilisés en partie en public « jeunes » et en partie en public « adultes » selon le rôle joué dans l'expérimentation : « jeunes », s'ils ont été bénéficiaires d'une action de sensibilisation à l'accompagnement de projet au cours de leur mission ; « adultes », si leur mission intégrait une dimension concrète d'accompagnement de projets de jeunes (cf. commentaires du tableau de l'annexe 1).

¹ Comme nous l'avons indiqué dans notre rapport S1-2012, il aurait été préférable que le FEJ envoie la trame de l'annexe 1 dès le démarrage de l'expérimentation, ce qui aurait permis au RNJA et à nos partenaires régionaux de recueillir toutes les données attendues dès le démarrage des actions. C'est la raison pour laquelle certaines données ne sont pas précisées : par souci de transparence, nous l'avons précisé.

Restitution du porteur de projet
Annexe 1 - Public visé par l'expérimentation
Nombre et caractéristiques des bénéficiaires et territoire d'intervention

Numéro du projet	AP3_136	Nom de la structure porteuse de projet	RNJA	
	Bénéficiaires entrés l'année 1	Bénéficiaires entrés l'année 2	Bénéficiaires entrés l'année 3	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action				
Jeunes	2261	5318	2183	9762
Adultes	421	1223	428	2072
Nombre total de bénéficiaires	2682	6541	2611	11834

Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation

Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif, par caractéristiques	
1. Jeunes	
Âge	
Moins de 6 ans	
6-10 ans	
10-16 ans	1537
16-18 ans	5272
18-25 ans	1533
Autres : (non précisé par les régions partenaires du projet)	1420
Autres : (préciser)	
Situation	
Elèves en pré-élémentaire	
Elèves en élémentaire	
Collégiens	957
Lycéens en LEGT	3900
Lycéens en lycée professionnel	1175
Jeunes apprentis en CFA	
Étudiants du supérieur	110
Demandeurs d'emploi	63
Actifs occupés	151
Autres : (Service civique 355 + jeunes membres nouvelles Juniors Assos 1605)	1960
Autres : (non précisé par les régions partenaires du projet)	1446
Niveau de formation	
Infra V	
Niveau V	
Niveau IV	
Niveau III	
Niveau III	
Niveau I	
Sexe	
Filles	4099
Garçons	5663
2. Adultes	
Qualité	
Parents	
Enseignants	272
Conseillers d'orientation-psychologues	
Conseillers principaux d'éducation	471
Conseillers d'insertion professionnelle	15
Animateurs	645
Éducateurs spécialisés	3
Autres : (engagés en Service civique)	34
Autres : (divers cf. commentaires)	632

Réalisation

Autre information concernant les bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif	
1. Les jeunes bénéficiaires sont-ils inscrits et suivis par la mission locale (ML) ?	
Oui, tous les bénéficiaires directs sont inscrits et suivis par la ML Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML	Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML
Echelle et territoire d'intervention de l'action mise en place	
1. L'action que vous menez dans le cadre de cette expérimentation est-elle à l'échelle :	
Communale (une ou plusieurs communes dans un même département) Départementale (un ou plusieurs départements dans une même région) Régionale (une seule région) Inter-régionale (2 et 3 régions) Nationale (plus de 3 régions) ?	Nationale
2. Votre territoire d'intervention inclut-il des quartiers politiques de la ville ?	
Oui, la totalité de mon territoire d'intervention est en quartiers politiques de la ville Oui, une partie de mon territoire d'intervention est en quartiers politiques de la ville Non, mon territoire d'intervention n'inclut pas de quartiers politiques de la ville	Oui, une partie de mon territoire

Remarques
Comme nous l'avions indiqué dans notre rapport S1-2012, il aurait été préférable que le FEJ envoie ce document au démarrage de l'expérimentation ce qui aurait permis aux régions partenaires de recueillir toutes les données attendues dès le démarrage des actions. C'est la raison pour laquelle certaines données ne sont pas précisées : par souci de transparence, nous l'avons précisé.
. catégorie "jeunes / niveau de formation" : ces informations ne sont pas demandées aux jeunes dans la démarche Junior Association ; l'équipe d'évaluation les a estimés dans son rapport
. la catégorie "adultes / animateurs" comprend des animateurs d'associations socio-culturelle, des personnels des collectivités territoriale, des animateurs sportifs
. la catégorie "adultes/autres : divers" comprend notamment des élus des collectivités territoriales, des responsables associatifs bénévoles
. la catégorie des jeunes engagés en Service civique a été distinguée parmi les bénéficiaires "jeunes" si ceux-ci ont été sensibilisés à l'accompagnement de projet au cours de leur mission ; en "adultes" si leur mission intègre une dimension d'accompagnement de projets de jeunes

Pour la cible « jeunes », **69% des bénéficiaires sont des jeunes mineurs** (tranche d'âge 10-16 et 16-18 ans) auquel il faudrait ajouter très certainement une partie des 1 420 jeunes pour lesquels la donnée d'âge n'est pas certaine. **Les jeunes majeurs de 18 à 25 ans représentent 15% des bénéficiaires.** L'objectif du RNJA, qui s'adresse aux jeunes de 11 à 18 ans (avec possibilité, pour les jeunes constitués en Junior Association, de poursuivre jusqu'à 20 ans) est donc atteinte.

Pour la cible « adultes », **35% des bénéficiaires sont des professionnels issus du cadre scolaire** (enseignants et Conseillers principaux d'Education principalement) ; **31% sont des animateurs professionnels** issus d'associations sportives et socioculturelles et des services jeunesse des collectivités territoriales ; **enfin 30 % constituent un public divers comprenant notamment des responsables associatifs bénévoles, des élus de collectivités et des personnels des services déconcentrés de l'Etat ou d'autres institutions territoriales** qui ont participé aux différentes actions. La part des professionnels du cadre scolaire dans le public bénéficiaire est supérieure à leur part dans la cible initiale, traduction des efforts importants des porteurs régionaux de l'expérimentation pour toucher ces publics qui ont un rôle central à jouer dans l'accompagnement des projets de jeunes.

2.2. Analyse qualitative

La cible « jeunes » est atteinte à 35% et la cible « adultes » à 66% au terme du projet d'expérimentation. Pour rappel, la cible adulte concentrait les attentions du RNJA et de nos partenaires opérationnels régionaux, en ce qu'il constituait le cœur du projet soutenu par le FEJ : faire des adultes en situation d'accompagnement de projets des alliés de la conquête d'autonomie des jeunes à travers une expérience d'engagement. La mobilisation parfois difficile du public « adultes » a donc eu un impact sur celle du public jeune et très directement les jeunes en cadre scolaire, qui représentaient 75% de la cible jeune initiale et pour lesquels les premiers effets des actions mises en œuvre ont plutôt commencé à porter leurs fruits dans la deuxième moitié du calendrier d'expérimentation.

Nous considérons néanmoins que nos objectifs de fond sont atteints et qu'ils ont largement impacté la manière dont le RNJA et son réseau territorial de « Relais » peuvent agir (*cf. III.B.4. Impacts sur la structure*).

a. Difficultés de mobilisation repérées

Les principales difficultés de mobilisation de la cible « adultes » repérées sur les cinq territoires régionaux sont assez similaires :

- **Le temps** nécessaire aux porteurs régionaux de l'expérimentation pour repérer et prendre attache des acteurs associatifs et institutionnels concernés, qui a occupé

tout le premier semestre 2011 en décalant les premières actions sur le terrain à partir de la rentrée scolaire 2011.

- **La multiplicité de ces acteurs**, ainsi que leur engagement (inégal selon les territoires et les acteurs) dans le processus d'expérimentation aux côtés des porteurs régionaux, ce qui a freiné par endroits la mise en œuvre des actions.
- **La disponibilité des animateurs** lorsque ceux-ci doivent assurer des permanences dans une structure (associative ou relevant d'une collectivité), ainsi que **la reconnaissance des temps de formation proposés dans l'expérimentation au titre de la formation professionnelle**, qui constituent deux freins à leur inscription en formation (sur ce point, la « légitimité » apportée par le soutien du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse a été un vrai levier).
- La difficulté de mobiliser les professionnels de l'Education nationale. Sur ce point, il faut bien sûr **évoquer le fonctionnement particulièrement hiérarchisé de l'institution scolaire**, qui n'a rendu possible les interventions auprès des professionnels et des jeunes élèves qu'après autorisation parfois longuement négociée avec les Rectorats. Il faut aussi prendre en compte **les résistances importantes exprimées par une partie (minoritaire mais parfois très audible) des personnels scolaires à la mise en place de projets collectifs de jeunes dans les collèges et les lycées** – par méconnaissance, peur de remise en cause de leur autorité, ou affrontement de cultures professionnelles (*cf. également partie III.A*). Les personnels rencontrés, prêts à se lancer aux côtés de jeunes dans une démarche de projet, ont souvent témoigné d'un sentiment de « solitude » lorsqu'ils tentent de lancer une dynamique dans leur établissement. Ce public nous a donc demandé un temps d'approche et de conviction beaucoup plus importants que le public des animateurs, par exemple, dont la culture professionnelle est plus encline à la démarche d'accompagnement de jeunes.
- **La géographie des territoires**, avec des distances importantes à parcourir pour certains participants aux réunions / rassemblements régionaux / formations.
- **Des différentiels d'attentes** exprimés entre les populations rurales et urbaines, mais aussi entre bénévoles et professionnels, qui compliquent la lisibilité et l'attractivité d'une offre de formation commune.

Pour le public « jeunes » qui constituait, pour rappel, la cible « secondaire » de l'expérimentation comme bénéficiaires à leur tour des actions d'abord menées auprès des « adultes », il est plus difficile de cerner précisément les difficultés de mobilisation. Pour autant quelques traits communs aux cinq territoires ont été repérés :

- **La mobilisation des jeunes en territoire urbain (hors ou en cadre scolaire) se révèle plus complexe**. Sur les cinq régions, même celles fortement urbanisées, les projets

associatifs conduits par de jeunes mineurs sont plutôt situés dans les petites communes, voire en zone rurale (l'exemple typique étant le département de Seine-et-Marne dans lequel les Juniors Associations sont peu présentes dans les centres urbains, et plutôt diffuses dans les zones périurbaines et rurales). Cette situation est confortée par les données dont dispose le Réseau national : en moyenne chaque année, 45 à 50% des Juniors Associations mènent leur action dans des communes de moins de 5 000 habitants. **Une des explications avancées est la multiplicité des structures et de l'offre de loisirs, sportive, etc. proposée aux jeunes dans les centres urbains**, qui entraîne un intérêt moindre de leur part pour l'auto-organisation en Junior Association. **Dans les territoires urbains, les projets des Juniors Associations sont en général très ciblés** (projets de solidarité et culturels notamment) **alors que les groupes de jeunes des territoires périurbains et ruraux recherchent d'abord un espace de partage**, de mise en action collective et de visibilité auprès des habitants (avec des projets d'animation locale, de sorties pour les jeunes etc.).

- Par ailleurs, **pour le public en cadre scolaire, la réalisation d'initiatives collectives heurte aussi à l'organisation des établissements** : les rythmes (comment gérer un projet entre lycéens lorsque la semaine de travail ne laisse pas de place pour se réunir ?), les locaux et le matériel (l'accès aux salles, aux équipements de l'établissement), le financement (l'enveloppe peu importante versée par le ministère et les rectorats pour les projets des lycéens). Ce ne sont pas des obstacles insurmontables : dès lors que la préoccupation de l'initiative collective des jeunes est partagée par les cadres de l'établissement, des solutions peuvent être trouvées².

b. Repérage des publics

Les modes de repérage des publics ont évolué à mesure du déploiement de l'expérimentation dans les cinq régions associées :

- Dans un premier temps, **des sollicitations de prescripteurs repérés** ont permis d'identifier des terrains propices au lancement de l'expérimentation :
 - réseaux associatifs « historiques » des fédérations de la Ligue de l'enseignement associées au projet, qui ont permis de cibler et d'informer les professionnels de l'animation de ces associations ;
 - réseau des partenaires institutionnels de ces mêmes fédérations, notamment avec les collectivités territoriales.

² Comme en témoigne d'ailleurs le chef d'établissement du collège de Tourcoing engagé dans l'accompagnement de plusieurs Juniors Associations, que nous sommes allés filmer : décharges horaires, aménagement des espaces, mobilisation de fonds auprès des collectivités... cf. *c. Actions et dispositifs d'information et de communication*.

- Dans un second temps, **des démarches initiées en lien avec les acteurs des comités de coordination régionaux** :
 - travail de recensement d'initiatives jeunesse effectué avec les acteurs associés au comité de coordination régional (DRJSCS et DDCS, CRIJ, fédérations et associations d'éducation populaire notamment) ;
 - participation à des événements locaux et régionaux liés à la jeunesse (stands, forum, festivals...) qui ont permis de croiser d'autres jeunes et adultes ;
 - mise en œuvre, dans trois régions sur cinq, de rassemblements régionaux : pour le public jeune tout particulièrement, ces événements ont joué un rôle important – à titre d'exemple : autour de la rencontre régionale Ile-de-France du mois de novembre 2012, 108 jeunes sont entrés dans le dispositif (exception faite des Juniors Associations déjà existantes).

- Tout au long du projet :
 - **des sollicitations directes de jeunes et d'adultes**, qui découvrent la Junior Association par notre site Internet et qui prennent contact avec les fédérations associatives identifiées comme « Relais Junior Association » ;
 - **la mobilisation d'espaces d'intervention dans lesquels des accompagnateurs potentiels sont en situation de public captif** : formation des volontaires de l'animation, formation des jeunes animateurs sportifs... qui seront concernés directement ou indirectement par l'accompagnement de groupes de jeunes, dans leur parcours professionnel.

- Dans trois des cinq régions, **le développement important du Service civique** entre 2011 et 2013 a permis d'intégrer ce public qui n'était pas clairement identifié au début du projet : des volontaires ont été sensibilisés aux enjeux de la posture d'accompagnement, à la fois pour qu'ils agissent à leur tour en tant que prescripteurs, mais aussi en pariant sur le fait qu'ils se retrouveront en situation d'accompagnement dans la poursuite de leurs parcours d'engagement. Certains par ailleurs décidaient de s'engager dans une mission les plaçant de fait en situation d'accompagnement : c'est le cas notamment en Champagne-Ardenne et en Auvergne, territoires dans lesquels les fédérations associatives porteuses du projet ont développé des partenariats (DRJSCS en Champagne-Ardenne et Rectorat / Conseil régional pour l'Auvergne) visant à proposer des missions de Service civique tournées vers et destinées à soutenir les initiatives collectives de jeunes en lycées (*cf. II.A. Actions menées*).

- Spécifiquement pour les publics en cadre scolaire (jeunes et adultes) :
 - **Les premières sollicitations ont reposé sur des partenariats** antérieurs (par exemple pour la formation des délégués d'élèves) au projet d'expérimentation avec quelques établissements scolaires (situation diversifiée selon les territoires).
 - **La deuxième étape consistait à appréhender le réseau des référents « Vie lycéenne »**, en voie de constitution au démarrage de l'expérimentation et dont la création visait pour l'institution à mieux identifier, mais aussi à valoriser l'action de ces personnels. Parce que ce « référent »³ (dans leur très grande majorité des Conseillers principaux d'Education, parfois des enseignants documentalistes) ont entre autres pour mission d'accompagner les espaces de représentation des lycéens, mais aussi, plus généralement, de « *conseiller le chef d'établissement dans le but de développer une vie lycéenne dynamique* », ils constituaient un public cible essentiel – à un moment où le ministère de l'Education nationale cherchait à relancer la dynamique associative des élèves à travers les « Maisons des lycéens »⁴. Il s'agissait donc d'associer à la démarche d'expérimentation les Délégués académiques à la Vie lycéenne, personnels rattachés au Rectorat chargés de l'animation de ce réseau. Lorsqu'ils ont répondu présents, les actions vers le public scolaire (jeunes et adultes) ont été facilitées (mises en œuvre dans la deuxième partie du calendrier d'expérimentation).

Un exemple : en Bretagne, un appel à projets commun lancé à la rentrée scolaire 2012 par le Rectorat de Rennes et la Ligue de l'enseignement de Bretagne en tant que porteuse du projet d'expérimentation (*cf. II.A. Actions mises en œuvre*), a permis d'organiser des formations adressées au personnel scolaire sur les quatre départements bretons et l'accompagnement « à la carte » de neuf établissements volontaires dans le lancement de projets collectifs d'élèves accompagnés par les personnels. Au terme du projet, le public « jeune » concerné en Bretagne se compose à 75% de jeunes rencontrés en milieu scolaire et le public « adulte » à 55% de personnels des établissements scolaires quand les prévisions régionales étaient de 20%. Sans adopter la même forme, des démarches similaires ont été obtenues auprès des académies de Reims, Nantes (en toute fin d'expérimentation) et Clermont-Ferrand ; en Ile-de-France, des collaborations ponctuelles ont eu lieu avec les académies de Paris et Créteil, mais la structuration de la région en 3 académies différentes n'a pas permis de développer le même type de projet global.

³ Terme apparu dans la circulaire du Ministère de l'Education nationale n°2010-129 du 24 août 2010 : « *Dans chaque lycée, le chef d'établissement procède à la désignation d'une personne référente sur la base du volontariat. Le référent « vie lycéenne » peut être un conseiller principal d'éducation ou tout autre adulte de la communauté éducative.* »

⁴ Circulaire du ministère de l'Education nationale n°2010-009 du 29 janvier 2010.

c. Actions et dispositifs d'information et de communication

Les dispositifs de communication adressés au public cible « jeunes » ont été :

- **soit des outils préexistants à l'expérimentation**, en lien avec l'activité habituelle du RNJA mais **intégrés aux actions développées** dans le cadre de l'expérimentation : notamment le site Internet du RNJA qui constitue une source d'accès incontournable des jeunes à la Junior Association (informations générales et plateforme dématérialisée de demande d'habilitation en Junior Association depuis début 2011).
 - ▶ Si nous n'avons pas pu envisager de changements de fond sur le site Internet du RNJA compte tenu des coûts et du temps que cela aurait demandé, nous retenons de l'expérimentation la nécessité de développer un espace d'information intégré spécifique pour les chefs d'établissement / personnels scolaires et un autre pour les parents auxquels le RNJA ne s'adresse pas directement (*cf. III.B.1. Publics visés*)

- **soit des outils préexistants, mais qui ont été impactés par l'expérimentation** : ainsi, le RNJA a enrichi son dispositif de communication au fil de l'expérimentation, en prenant appui sur les résultats intermédiaires repérés en comité de pilotage national.
 - Nous avons développé **des campagnes d'affichage thématiques**⁵ (pour les jeunes qui ont envie de s'engager pour un projet culturel, de solidarité, de préservation de l'environnement ou un projet sportif) distinctes et complémentaires de sa communication traditionnelle orientée sur « l'outil Junior Association » : il s'agit **de s'adresser aux jeunes à partir d'une motivation de départ**. D'autres thématiques seront développées en 2014/2015.
 - Le RNJA s'est aussi appuyé sur les échanges du comité de pilotage national pour refondre **le guide pratique « Créer sa Junior Asso »**², notre publication la plus diffusée sur le territoire (jeunes, adultes et prescripteurs), avec une charte graphique moins institutionnelle et des contenus qui mettent en avant des projets initiés dans les établissements scolaires, peu présents dans la version antérieure (2009). Le lancement de cette nouvelle version a été effectué en septembre 2013.

- ▶ Ces supports de communication et d'information sont d'ores et déjà appropriés par les Relais Junior Association sur l'ensemble du territoire, indépendamment de leur participation à l'expérimentation.

⁵ Cf. documentation jointe au rapport

- **soit développés spécifiquement dans le cadre de l'expérimentation** selon les besoins exprimées par les partenaires régionaux du projet.
 - Le porteur du projet d'expérimentation en Pays-de-la-Loire a souhaité développer une communication qui permette de cibler plus spécifiquement les 11-15 ans par rapport aux supports « tout public » du RNJA : l'univers graphique développé a été repris sur l'ensemble des supports (information, communication sur les rassemblements régionaux, outillage...) créés dans cette région.
 - Le RNJA et le porteur du projet d'expérimentation en Ile-de-France ont réalisé conjointement un film de présentation de la démarche Junior Association⁶ ciblé en direction des jeunes, en partenariat avec une Junior Association impliquée dans l'audiovisuel.
 - Les porteurs du projet d'expérimentation dans trois régions ont développé des outils d'information et de communication spécifiques au public "jeunes" et "adultes" des établissements scolaires : publications de type « guide pratique » (sous le titre « *Lycéens, associez-vous !* ») en Pays-de-la-Loire et en Bretagne, triptyque plus court et mini-site Internet⁷ en Champagne-Ardenne.

Pour la cible « adultes », le RNJA ne disposait pas de supports ou dispositifs d'information particuliers au démarrage du projet d'expérimentation, nos publications courantes souhaitant s'adresser à tous les types de publics.

- Pour le public-cible des adultes accompagnateurs « hors cadre scolaire » :
 - Les porteurs régionaux de l'expérimentation ont privilégié les contacts par réseaux institutionnels et réseaux prescripteurs, ces publics étant généralement insérés (et dépendants) de leur structure pour rejoindre les actions proposées dans l'expérimentation.
 - En Ile-de-France, la multiplicité des structures potentiellement concernées et l'étendue du territoire ont amené le porteur du projet d'expérimentation à doubler ces contacts par le développement des supports d'information spécifiques pour promouvoir les formations et regroupements d'accompagnateurs qu'il a organisé.
- Pour le public-cible des adultes « en cadre scolaire »,
 - Les actions d'information et de communication ont été majoritairement institutionnelles via les contacts pris avec les Rectorats dans les comités de coordination régionaux (cf. modes de repérage), sachant que les outils

⁶ Nous avons déjà fait parvenir à la MAFEJ une version de ce film avec le rapport intermédiaire du 1^{er} semestre 2012. Il est aussi visible sur la chaîne Dailymotion du RNJA : http://www.dailymotion.com/video/xortv6_junior-asso-c-est-quoi_webcam

⁷ <http://monserveurtest.com/MDL/>

destinés à la cible « jeunes » présentés ci-avant leur étaient tout autant destinés. Là encore, leur diffusion a été plus ou moins facilitée par les accords passés avec les Rectorats d'académie.

- Un film de restitution⁸ de l'expérience de l'accompagnement de cinq Juniors Associations par les personnels d'un collège de Tourcoing (59) a été réalisé pour disposer d'un support d'information spécifique, également mobilisable dans les formations proposées (dynamique de témoignages de pairs à pairs).

► Ces supports, qui font partie des outils issus du projet d'expérimentation⁹, seront présentés aux Relais Junior Association des territoires non concernés par le projet, dans une dynamique d'essaimage.

d. Enseignements relatifs au public ciblé

L'expérimentation a permis au RNJA d'avoir une meilleure connaissance des publics ciblés à plusieurs niveaux :

- **Une connaissance affinée du public du RNJA**, notamment dans les échanges que nous avons pu avoir à ce sujet avec l'équipe d'évaluation. Ces éléments ont conforté notre action et permis de « mesurer » plus efficacement les données macro dont le RNJA dispose, par ex. sur l'adaptation de la démarche Junior Association auprès de publics plus éloignés de l'engagement et/ou issus de milieux populaires, plutôt bonne comparativement à d'autres dispositifs documentés. Ces éléments ont beaucoup impacté la remobilisation d'un discours « politique » autour de l'engagement des jeunes en Junior Association, qui n'est pas qu'un dispositif mais bien une démarche éducative qui associe des jeunes et des adultes (*nous évoquons ce point plus particulièrement à la partie III.B.4. Impacts sur la structure*).
- **Des éléments témoignant de l'intérêt éducatif de l'engagement associatif dans les parcours des jeunes, notamment des lycéens.** Cet intérêt éducatif, porté essentiellement par les acteurs du périscolaire, bien souvent pressenti par les jeunes eux-mêmes, peut aussi être partagé avec les personnels enseignants et CPE bénéficiaires de l'expérimentation dès lors qu'ils perçoivent le monde associatif comme un espace d'expérimentation pratique de compétences et savoir-être complémentaires à leur action professionnelle – et pas simplement comme un « loisir » – ce qui facilite leur implication. Nous nous sommes essentiellement basés sur cette dimension pour adapter la démarche Junior Association au cadre scolaire.

⁸ http://www.dailymotion.com/video/xzxamk_les-ja-bougent-l-ecole-un-projet-associatif-au-college-qu-est-ce-que-ca-change_webcam

⁹ Cf. documentation jointe au rapport

- **La perception des enseignants et des personnels éducatifs sur la capacité des jeunes, de leurs élèves, à exercer des responsabilités dans un cadre collectif**, qui agit comme un frein puissant à l'entrée des élèves dans une démarche de projet ou un engagement associatif. Il y a là un travail d'explications et d'informations à poursuivre, mais surtout un enjeu collectif des acteurs de la jeunesse et de l'éducation populaire pour lever les « clichés » et représentations, que nous avons entendues lors des formations qui leur étaient adressés.
- **Des éléments particuliers au public des jeunes élèves des établissements professionnels / technologiques.** Au démarrage de l'expérimentation, nous avons beaucoup entendu, de la part des professionnels de ces établissements, les difficultés à mobiliser les jeunes dans des actions collectives, compte tenu des périodes importantes de stages hors-établissement. Cet environnement nous semble cependant favorable sur deux points : la recherche d'applications pratiques qui peuvent être mises en place à travers la vie associative et la complémentarité entre la vie associative lycéenne développée dans l'établissement, et la vie associative poursuivie dans l'environnement du stage.

3. Bénéficiaires indirects

Nous ne disposons pas d'outils permettant de cibler avec précision le public des bénéficiaires indirects de l'expérimentation, mais il nous semble possible d'avancer des effets positifs au-delà des bénéficiaires directs, sur un « second cercle » d'adultes (autres associations locales et fédérations associatives, autres collectivités...) et de jeunes à leur tour informés sur Junior Association par les acteurs que nous avons rencontrés, devenus des prescripteurs. Il aurait fallu sans doute que l'expérimentation se poursuive pour pouvoir en mesurer les effets plus précis avec l'équipe d'évaluation. Sur ce point, la mise en œuvre de « réseaux territoriaux d'accompagnateurs », recommandation issue de notre expérimentation (présentée au point III.) constitue un enjeu de transfert et d'essai important.

Deux indicateurs nous permettent de documenter cet impact : nous constatons **une croissance continue du nombre de Juniors Associations à l'échelle nationale**, nourrie en partie par les régions territoires d'expérimentation. Ainsi, le Réseau national recensait 856 Juniors Associations actives au terme de la période d'activité 2010/2011 (démarrage de l'expérimentation), 910 l'année suivante et 968 fin 2013 (clôture de l'expérimentation). **Cette progression s'accompagne d'un accroissement du public jeunes concerné de + 12%** (9 637 jeunes en Junior Association sur tout le territoire / ils étaient 8 583 l'année précédente).

II. Déroulement de l'expérimentation

A. Actions mises en œuvre

N.B. : ce chapitre présente de façon schématique les étapes mises en œuvre au cours de l'expérimentation, qui ne se sont pas toutes tenues dans le même calendrier ou le même ordre dans les cinq régions chargées de la mise en œuvre des actions. Les dates indiquées sont donc indicatives. Le détail territoire par territoire est établi dans l'annexe 2 hors participation aux travaux du comité de pilotage national, communes à toutes les régions (cf. II.3 Pilotage).

Dans les cinq territoires retenus pour le projet, la mise en œuvre de l'expérimentation s'est déroulée en trois étapes successives :

1. **Une phase de diagnostic** nécessaire à l'identification des besoins et des acteurs territoriaux mobilisables ;
2. **Une phase de réalisation d'actions de terrain** en direction des publics bénéficiaires ;
3. **Une phase de capitalisation** intra-régionale puis inter-régionales au sein du comité de pilotage national.

Il était initialement prévu que les actions en régions (phase 2) s'arrêtent au terme du 1^{er} trimestre 2013, mais le temps nécessaire à la mise en œuvre de l'expérimentation d'une part (phase 1) et la demande des porteurs régionaux du projet de pouvoir développer leurs actions sur la totalité de l'année scolaire 2012/2013, nous ont amené à prolonger la durée de l'expérimentation de quelques mois supplémentaires.

PHASE 1 : diagnostic territorial des besoins, ressources et partenaires mobilisables (janvier à octobre 2011)

Il s'agissait dans un premier temps de **structurer des dynamiques locales autour du projet d'expérimentation en lui-même**. Les trois premiers trimestres 2011 ont donc été consacrés à l'établissement d'un **état des lieux le plus précis possible dans chaque région** et à **la prise de contact avec les acteurs (associatifs et institutionnels) concernés**, qu'ils soient déjà engagés ou pas dans le questionnement.

Concrètement, cela s'est traduit par **un grand nombre de réunions locales internes auxquelles ont participé les différents acteurs constituant le « porteur du projet »** : équipe professionnelle et élus du RNJA, des unions régionales et fédérations départementales de la Ligue de l'enseignement « Relais départementaux Junior Association », et du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement qui viennent en appui aux unions régionales et aux fédérations départementales dans la structuration de leurs projets et actions.

Dans chaque région, **des départements pilotes ont été désignés :**

- Auvergne : Allier et Puy-de-Dôme
- Bretagne : régional avec actions plus marquées en Ille-et-Vilaine
- Champagne-Ardenne : Marne et Ardennes
- Île-de-France : régional avec actions plus marquées en Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Val d'Oise et Paris
- Pays-de-la-Loire : Loire-Atlantique et Vendée

Ces fédérations départementales, « chef-de-file » pour leur région, ont engagé **un travail de diagnostic** : implantation des Juniors Associations et des autres dispositifs existants de soutien à l'engagement des jeunes, entretiens avec des jeunes engagés et des accompagnateurs déjà identifiés pour connaître leurs besoins, rencontres avec des prescripteurs...

Chacune des équipes régionales est en parallèle allée à la rencontre de ses partenaires locaux potentiels, au premier chef les conseils régionaux et généraux, des communes et intercommunalités (cf. I.B.2.2. *Repérage des publics*) les DRJSCS et/ou DDCS/PP, les CAF et les caisses locales de la MSA (avec laquelle un partenariat national avec le RNJA a été signé).

L'enjeu de ces démarches résidait **dans la préfiguration d'un « comité de coordination » inter associatif / interinstitutionnel** (axe 2 de l'expérimentation) et dans **la préparation d'actions concrètes en direction des adultes accompagnateurs et des jeunes** (axe 1).

Cette phase a permis de **définir des axes d'action et d'identifier des publics prioritaires, fonction des enjeux locaux et de la situation initiale** (cf. introduction) de chacune des Unions régionales de la Ligue de l'enseignement « Relais Junior Association » partenaires. **Le premier comité de pilotage national organisé en juin 2011** a permis la présentation des états des lieux régionaux et de ces choix prioritaires.

Il faut noter, au cours de l'année 2011, **l'évolution du contexte institutionnel** dans lequel a été construit le projet d'expérimentation. Deux éléments ont été particulièrement prégnants pour affiner la mise en œuvre des objectifs initiaux :

- La réunion en novembre 2010 des administrations d'Etat en charge de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative sous tutelle d'un seul et même ministère, chargé en 2011 de l'animation de l'Année européenne du bénévolat et du volontariat auquel le RNJA a participé ;
- La modification par le Parlement, en juillet 2011, de la loi de 1901 relative au contrat d'association donnant la possibilité aux mineurs de 16 à 18 ans de créer et d'administrer une association déclarée, qui a amené le Ministère de l'Education nationale à mobiliser ses services autour du développement des associations lycéennes. Repéré pour son savoir-faire, le RNJA a été invité à rencontrer les élus lycéens du Conseil national de la Vie lycéenne en décembre 2011.

Cette mobilisation institutionnelle a constitué une fenêtre d'opportunité intéressante pour lancer le travail en région avec l'institution scolaire, en même temps qu'elle a confirmé la validité des enjeux d'intégration des établissements scolaires aux questionnements de l'expérimentation.

La période a aussi été marquée par le renouvellement de l'équipe professionnelle du RNJA, en charge de la coordination de l'expérimentation entre les régions, ce qui a demandé un peu de temps pour s'approprier le projet et a pu rallonger le délai de mise en œuvre vers la phase 2.

⇒ *Relations avec l'équipe d'évaluation pendant la phase 1*

Durant cette phase, **deux rencontres ont été organisées avec l'équipe d'évaluation** pour partager les contextes internes et externes au RNJA, nationaux et régionaux dans lesquels s'inscrivait l'expérimentation. Les évaluateurs ont aussi participé à la première réunion du comité de pilotage national d'évaluation.

PHASE 2 : mise en œuvre des actions de terrain (octobre 2011 à avril/mai 2013)

Axe 1 de l'expérimentation : développer des actions et des outils de formation à l'accompagnement de projets de jeunes, en tant qu'outil d'autonomisation et d'intégration sociale.

Les porteurs du projet en région devaient notamment adapter actions et outils, dans leurs formes et leurs contenus (information/sensibilisation, échange de pratiques, intervention/formation), aux différents types de professionnels concernés ciblés dans le projet d'expérimentation et à la diversité des territoires, à partir du diagnostic réalisé en phase 1. Des actions de plusieurs niveaux ont été mises en œuvre.

Action 1 : organisation de formations d'accompagnateurs et d'actions de sensibilisation

Description : mise en place de sessions de formations en direction des adultes accompagnateurs de projets à l'initiative de jeunes, et d'actions d'information et de sensibilisation auprès de publics repérés comme accompagnateurs potentiels.

Objectifs : proposer des temps de formation (d'une à plusieurs journées pour s'adapter à la disponibilité des publics) en direction des adultes accompagnateurs de projets de jeunes, composés de modules permettant d'informer sur les différents dispositifs existants, de travailler sur la dynamique de projets, sur la notion d'accompagnement de projets à l'initiative de jeunes et les postures qui y sont liées, et sur les notions de responsabilités. Des apports théoriques sur l'accompagnement de projets portés par des jeunes sont apportés ainsi que sur l'intérêt d'une démarche associative ou/et organisée du groupe de jeunes (Juniors Associations, association de loi de 1901, autres formes d'engagement). Le déroulé des formations s'appuie sur des études de cas, des échanges d'expériences et la mutualisation des pratiques.

Etapas de mise en œuvre : élaboration des modules de formation ; élaboration d'un plan de communication ; démarchage des collectivités, des associations et des structures organisatrices de formations d'animateurs professionnels et non-professionnels (BAFA) ; organisation des sessions de formation ; évaluation ; élaboration d'outils d'accompagnement mis à disposition des adultes accompagnateurs.

Publics ciblés :

- Pour les sessions de formation : les accompagnateurs des Juniors Associations ou de projets collectifs de jeunes quel que soit leur statut (fonctionnaires territoriaux, animateurs...);
- Pour les actions de sensibilisation : les adultes accompagnateurs potentiels de projets de jeunes ;
- Les jeunes volontaires en Service civique, maillon important de l'information auprès des jeunes qui ne sont pas déjà dans une dynamique de projets, ou bien dont la mission inclut une démarche d'accompagnement d'initiatives portées par des jeunes.

Exemples de réalisations :

- Ile-de-France : construction et organisation (en inter-réseaux : Ligue de l'Enseignement, Francas, collectivités) d'une première session de formation de 4 jours en octobre 2011, dans le cadre de la formation continue des animateurs sur le territoire de la Seine-Saint-Denis. L'évaluation de la séquence a permis de faire évoluer la première maquette pour deux autres sessions, ramenées à 3 journées, en mai 2012 à Paris et en juin 2013 à Lognes (93). Les formations organisées en Ile-de-France dans le cadre de l'expérimentation ont regroupé au total environ 70 personnes avec une diversité de profils (réseau IJ, MJC, Centre social, services jeunesse de collectivités, « lieux innovants ») et de départements d'origine (77, 93, 95 et 75).
- Auvergne : développement d'une maquette de formation sur deux journées consécutives. Deux sessions organisées en 2012 et 2013 à Clermont-Ferrand (63) et Moulins (03). Adaptation de la formation en trois demi-journées pour des accompagnateurs en milieu rural pour les intercommunalités de Dompierre, Saint-Pourçain et Varennes-sur-Allier (03) en 2012.
- Champagne-Ardenne : les expériences franciliennes et auvergnates ont nourri la construction et l'organisation, avec le CRIJ Champagne-Ardenne, d'une formation professionnelle en deux journées fractionnées en février et mars 2013 à Reims (51). Par ailleurs, les collègues sont intervenus dans la formation initiale des étudiants en Master 2 Sciences de l'Education de l'IUFM de Charleville-Mézières (un atelier thématique sur les projets collectifs de jeunes, 1 journée en 2012), dans la formation professionnelle d'animateurs de collectivités (ville de Reims en mars, agglomération Cœur d'Ardenne en juin 2012), BPJEPS (2 modules de 6h en février 2012) et CQP ALS (1/2 journée en mars 2012).
- Pays-de-la-Loire : développement d'un module d'intervention dans la formation des volontaires de l'animation (BAFA) d'une demie-journée en 2012, reconduit en 2013 ; et dans la formation des animateurs sportifs (BPJEPS APT et APT/LTP, formation CQP). Succès de la formule : un bon signe qui témoigne de l'intérêt de ces futurs professionnels pour des pratiques qui aient plus à cœur les initiatives des jeunes.

- Auvergne / Champagne-Ardenne : les jeunes engagés en Service civique ont été intégrés au public cible de l'expérimentation. Ainsi, toutes les formations proposées par la Ligue de l'enseignement de l'Allier, de la Marne et des Ardennes (ou dans laquelle elle intervient) ont intégré un module de sensibilisation à la dynamique de projet avec des jeunes. Les jeunes volontaires auvergnats en mission au sein des lycées de la région (pour l'année scolaire 2012/2013) ont bénéficié d'une journée de formation sur l'accompagnement des lycéens dans leurs projets au 1^{er} trimestre 2013.
- Loire-Atlantique : mise en place d'un travail avec l'UFOLEP, fédération sportive de la Ligue de l'enseignement. Le milieu du sport, très dynamique dans ce département mais très codifié, a du mal à intégrer la pratique des sports émergents, vers lesquels de nombreux jeunes se dirigent justement. Une information a donc été faite aux bénévoles et professionnels des associations sportives autour de l'objet Junior Association, au printemps 2012 et 2013.
- Les responsables de l'expérimentation ont été très actifs et ont mené de nombreuses actions de sensibilisation / information auprès des publics et structures concernées par l'engagement des jeunes : via le réseau des CRIJ et PIJ, les festivals, forums et événements jeunesse départementaux et régionaux... Toutes ces interventions sont l'occasion de diffuser la philosophie d'accompagnement des projets collectifs de jeunes proposée par le RNJA, à des acteurs qui sont potentiellement en position d'accompagner ces projets.

Action 2 : organisation de regroupements d'accompagnateurs

Description : mise en place d'une journée semestrielle ou annuelle de regroupement des accompagnateurs de projets à l'initiative de jeunes.

Objectifs : créer les conditions d'une mise en réseau des accompagnateurs pour faciliter les échanges d'expérience et de pratiques (sur des sujets très pratiques ou sur les postures à adopter face aux jeunes qu'ils accompagnent) – l'hypothèse étant que cette mise en réseau constitue un élément facilitateur pour la réalisation des initiatives portées par des jeunes.

Etapas de mise en œuvre : recensement des besoins et des questionnements des accompagnateurs ; programmation d'une animation adaptée ; invitation / relances ; animation du regroupement ; évaluation ; évolution des outils du RNJA ou élaboration de nouveaux outils (fiches pratiques par ex.) selon les thèmes traités.

Public ciblé : accompagnateurs des Juniors Associations et adultes engagés auprès de collectifs de jeunes.

Exemples de réalisations :

- Ile-de-France : un premier regroupement organisé en Seine-et-Marne en décembre 2011 pour un échange de pratiques (sujets abordés : les manifestations culturelles et artistiques, les projets de solidarité internationale, la recherche de financement). Un second regroupement régional organisé en mars 2012 à l'occasion du rassemblement national Junior Association accueilli dans le cadre du Forum national des initiatives jeunes à Paris. Un troisième temps proposé aux accompagnateurs en marge du festival « Regards jeunes sur la cité » organisé à Paris mi-octobre 2012.

- Pays-de-la-Loire : un regroupement des professionnels jeunesse de Vendée a été organisé en juin 2012 (échanges centrés sur les leviers de mobilisation des jeunes dans un territoire marqué par la ruralité).
- En Pays-de-la-Loire et en Bretagne en 2011 et 2012, et en Ile-de-France en 2012, les rassemblements d'accompagnateurs ont été associés à l'organisation des rencontres régionales des Juniors Association et jeunes engagés (octobre ou novembre de chaque année), ce qui facilite leur regroupement, dans un cadre facilitateur de réflexion.

Action 3 : rencontres régionales des Juniors Associations et jeunes engagés

Description : organisation d'un évènement annuel régional pour outiller et valoriser les jeunes engagés en Junior Association ou dans d'autres espaces d'engagement.

Objectif : soutenir la structuration associative des jeunes mineurs en Junior Association, en leur proposant des temps de formations adaptés à leurs besoins théoriques (par ex. : animer la Junior Association) ou pratiques (par ex. : gérer un budget, créer un support de communication, etc.) à l'occasion de rencontres départementales et régionales, qui soient aussi l'occasion de valoriser leurs initiatives auprès des prescripteurs (élus, décideurs publics et privés).

Etapes de mise en œuvre : préparation logistique ; établissement d'un programme en lien avec l'ensemble des Relais Junior Association du territoire concerné ; contact avec les Juniors Associations, les jeunes, les accompagnateurs ; inscription / relances ; déroulement de la rencontre ; évaluation ; restitution.

Public ciblé : jeunes membres des Juniors Associations, jeunes engagés dans d'autres dispositifs, jeunes repérés dans le cadre des actions d'expérimentation, accompagnateurs des Juniors Associations et publics adultes intéressés ; prescripteurs et élus locaux.

Exemples de réalisations :

- Bretagne : la région disposait déjà d'une expérience. Deux rencontres annuelles¹⁰ de deux jours ont été organisées : en octobre 2011 à Mûr-de-Bretagne (56) avec 130 jeunes, 20 accompagnateurs, 22 Juniors Associations présentes ; en octobre 2012 à Dinard (35) avec 120 jeunes, 17 accompagnateurs et 28 Juniors Associations représentées. Le programme et la méthodologie d'organisation ont été pensés dans la perspective de l'expérimentation :
 - ouverture d'une des deux journées au grand public avec invitation lancée aux partenaires associatifs et institutionnels et à des jeunes engagés dans d'autres dispositifs (PEJA, Service civique, conseils de jeunes par exemple) pour « casser » la logique des dispositifs, faire se rencontrer des jeunes engagés et permettre des échanges avec des prescripteurs (notamment des élus) ;
 - effort de communication envers les médias pour attirer l'attention, faire connaître et valoriser l'engagement de ces jeunes ;
 - intégration des accompagnateurs des Juniors Associations présents à l'organisation de l'évènement avec proposition d'un temps qui leur soit spécifiquement adressé (cf.

¹⁰ Cf. dossier documentaire : dossier de presse des deux éditions.

ci-dessus nos commentaires sur la mise en œuvre des regroupements d'accompagnateurs).

- Pays-de-la-Loire : organisation d'une rencontre régionale d'une journée en octobre 2011 à Mûrs-Erigné (49) avec 90 jeunes, 9 accompagnateurs, 16 Juniors Associations présentes ; en octobre 2012¹¹ à Sainte-Gemmes (49) – sur des bases similaires à l'expérience bretonne (cf. ci-dessus). Animation d'un temps de travail spécifique avec les accompagnateurs pour échanger sur leurs pratiques et identifier leurs préoccupations et leurs besoins : l'accompagnement des jeunes se confond-il avec la fonction d'animateur/trice ? Comment travailler l'autonomie des jeunes dans le projet collectif ? Accompagner les contraintes administratives / de financement des projets des jeunes ?
- Ile-de-France : mobilisation des porteurs régionaux de l'expérimentation pour proposer aux Juniors Associations franciliennes et aux accompagnateurs, de participer au Forum national des initiatives jeunes, organisée par Animafac en mars 2012 à Paris. Un espace avait été négocié par le RNJA pour permettre aux Juniors Associations qui ont été conviées à participer à la journée et à rencontrer d'autres jeunes associatifs. Les coordonnateurs de l'expérimentation en Ile-de-France ont organisé un échange de pratiques entre accompagnateurs de Juniors Associations (cf. supra). En novembre 2012, une rencontre régionale a été mise en œuvre à Asnières (92) avec 120 jeunes, 27 accompagnateurs, 28 Juniors Associations représentées, 39 professionnels/institutionnels (responsables de service Jeunesse de collectivités, élus de collectivités en charge de la Jeunesse, personnels CAF...) qui ont pris part à une table ronde sur l'inscription de la dimension d'accompagnement des projets de jeunes au sein d'une politique jeunesse de territoire. Un livret¹² a été réalisé à l'issue de la Rencontre dans la perspective d'en restituer les échanges et de proposer à tous les acteurs jeunesse intéressés une présentation de la démarche Junior Association.
- En Auvergne, un rassemblement régional des jeunes était prévu en juin 2013 à Clermont-Ferrand (63) pour réunir les membres des Juniors Associations des quatre départements, des jeunes engagés dans l'animation de « Maisons des lycéens » et des volontaires en Service civique. Elle n'a finalement pas pu se tenir faute de temps suffisant de mise en œuvre et compte tenu des autres actions en cours dans la région.
- L'action n'a pas été mise en œuvre en Champagne-Ardenne, notre partenaire régional s'étant concentré sur les actions de formation d'accompagnateurs et les démarches en direction du public scolaire ; l'organisation d'une rencontre est prévue à la Toussaint 2014, à partir des expériences des autres régions d'expérimentation.
- Au vu de leur succès, les rencontres en Bretagne et en Ile-de-France ont été reconduites à l'automne 2013 (après la fin de l'expérimentation) et la rencontre des Pays-de-la-Loire a été augmentée d'une journée supplémentaire pour augmenter les effets positifs constatés.

¹¹ Cf. dossier documentaire : dossier de presse de l'édition 2012.

¹² Cf. dossier documentaire : livret de restitution de la rencontre francilienne 2012.

Axe 2 de l'expérimentation : agir pour une meilleure coordination institutionnelle et associative sur les territoires qui favorise l'initiative de jeunes mineurs.

Le dispositif expérimenté visait à la structuration de partenariats interinstitutionnels et interassociatifs dans chacun des territoires, dans le but d'élargir les relais de la démarche d'accompagnement de projet défini dans le cadre de Junior Association. Il s'agit de demander aux adultes, aux associations, aux institutions, aux collectivités territoriales et aux pouvoirs publics de s'organiser ensemble afin de reconnaître le droit d'agir aux jeunes.

La mise en place d'instances de coordination était au cœur de cet objectif : il importait en effet que le projet d'expérimentation puisse aussi se connecter avec les préoccupations des autres acteurs concernés pour qu'ils soient volontaires dans la constitution de réseaux territoriaux d'accompagnateurs de projets, capables de se coordonner au mieux des demandes des jeunes, mais aussi de savoir auprès de qui et comment trouver les ressources nécessaires à leur action.

Cet axe de travail voulait concerner plus particulièrement les Rectorats et les établissements scolaires, peu mobilisés en faveur de l'engagement des jeunes. Il y a pourtant là un vivier car l'institution scolaire accueille tous les publics, dont ceux qui sont les plus éloignés des dynamiques d'engagement associatif.

Action 1 : mise en place de comités de coordination régionaux

Description : organisation de réunions (annuelles ou biennuelles) composées des fédérations « Relais Junior Association » inscrites dans l'expérimentation et d'acteurs régionaux associatifs et institutionnels relevant du champ de la participation des jeunes.

Objectifs : établir un cadre d'échanges entre prescripteurs ; favoriser l'initiative des jeunes en mettant en débat les freins et éléments facilitateurs, en favorisant la diversification des soutiens et en cherchant une meilleure articulation des dispositifs existants ; sensibiliser les partenaires institutionnels à la notion d'accompagnement de projet et au droit à l'expérimentation accompagnée pour les jeunes mineurs.

Publics ciblés : acteurs territoriaux concernés par l'engagement des jeunes (Conseil régional, Conseil général, DRJSCS, Rectorat, fédérations de jeunesse et d'éducation populaire, organismes sociaux, élus de collectivités...).

Etapes de mise en œuvre : diagnostic approfondi de l'état des lieux de l'accompagnement de projet à l'initiative de jeunes sur chacun des territoires (correspondant à la phase 1) avec des rencontres avec les partenaires repérés ; sollicitation et invitation à une première réunion ; évaluation et suivi entre chaque réunion ; réponse aux sollicitations / propositions des partenaires exprimées en réunion.

Exemples de réalisations : à noter que les cinq régions partaient de situations contrastées (cf. introduction) au démarrage du projet, même si les fédérations de la Ligue de l'enseignement étaient toutes plutôt bien repérées pour leur action d'accompagnement des Juniors Associations.

- Auvergne : préfiguration dès la rentrée 2011 d'un comité régional de coordination avec les fédérations de la Ligue de l'enseignement du Puy de Dôme et de l'Allier, les DDCSPP de l'Allier et du Puy de Dôme, le Rectorat de l'académie de Clermont-Ferrand, les services jeunesse du Conseil Régional d'Auvergne et des conseils généraux de l'Allier et du Puy de Dôme. Première réunion en mars 2012 élargie au CRIJ, à des représentants d'associations (Centres sociaux ruraux, fédération régionale des MJC, Francas, CEMEA et COTRAVAUX). La réunion a permis d'envisager la mise en place d'interventions croisées dans les formations d'animateurs gérées par les associations (Francas, CEMEA, Ligue), la mise en place d'une mission de service civique pour l'accompagnement des « Maisons des lycéens » (cf. ci-dessous) et le lancement d'un projet conjoint d'annuaire Internet des acteurs régionaux de l'accompagnement des jeunes (ce dernier projet n'a pas eu lieu en raison des difficultés financières de la fédération COTRAVAUX, qui en était une des chevilles ouvrières). Seconde réunion en mars octobre 2012 pour faire le point sur le déroulement des projets. Le comité s'est réuni une dernière fois en mai 2013 pour faire un bilan du projet régional d'expérimentation. L'assiduité des membres du comité témoigne de son succès et de l'intérêt qu'y ont trouvé les acteurs concernés.
- La région Bretagne est marquée par une implantation très forte et ancienne du dispositif Junior Association dont l'animation territoriale est partagée avec la Fédération régionale des MJC, la Fédération des Centres sociaux bretons et les quatre DDCS/PP. C'est donc dans ce premier cercle que s'est créé le comité de coordination régional, avec des réunions mensuelles au 2^{ème} semestre 2011 pour l'organisation de la rencontre régionale (cf. ci-dessus) et pour se réappropriier les outils qu'ils avaient déjà produits, à l'aune du projet d'expérimentation. Pour l'élargir à d'autres acteurs, un gros travail de prise de contact a été mené pour qu'ils puissent s'associer aux projets organisés en 2012 : Conseil régional de Bretagne ; Conseils généraux ; Antennes MSA des quatre départements ; Rectorats et inspections académiques ; CAF ; Communautés de communes de Rennes, Brest, Saint-Brieuc, Lorient, Vannes, Quimper, Saint-Malo ; CRAJEP. Une réunion a été organisée en mars 2012 et une seconde en juin 2013 à l'occasion d'un évènement restitution de l'expérimentation (cf. phase 3). La coordination des Relais perdure depuis.
- La taille et la complexité du découpage administratif de la région Ile-de-France (8 départements, 3 académies...), ont freiné considérablement la mise en œuvre d'un comité régional de coordination. Le groupe coordonnateur de l'expérimentation avait envisagé de l'inscrire dans une démarche collective sur l'engagement des jeunes initiée par la CRAJEP et la DRJSCS Ile-de-France : une journée d'échanges avec des représentants des DDCS / DDCSPP, de multiples collectivités et associations, a eu lieu en décembre 2011 pour lancer un chantier régional en la matière, mais il a été abandonné sans explications au printemps 2012 par la DRJSCS. Etant donné le délai d'avancement des autres projets, cette action a donc été mise de côté.
- En Champagne-Ardenne, hormis la DRJSCS, très motivée par le projet d'expérimentation, peu d'institutionnels ont formellement répondu à la première invitation lancée par les coordonnateurs de l'expérimentation. Le « comité de coordination régional » s'est réuni une première fois en 2012, autour d'une composition stabilisée : DRJSCS Champagne-Ardenne, DDCSP de la Marne et des Ardennes, CRIJ, fédération régionale des MJC, Rectorat et PIJ d'Eprenay. Les échanges ont permis, entre autres, l'importation du projet de mission de Service civique d'accompagnement des projets de jeunes dans les lycées, initié en Auvergne, associant le RNJA, la Ligue de l'enseignement, la DRJSCS et le Rectorat. Le comité de coordination a aussi permis une meilleure coordination des acteurs pour la

manifestation « Place aux jeunes », journée régionale sur l'aide et la valorisation de l'engagement des jeunes (public professionnel et grand public), organisée en octobre 2012 à Reims. Le comité a été réuni au 2^{ème} trimestre 2013 pour partager le bilan des actions d'expérimentation, dans un format resserré DRJSCS / Rectorat / CRIJ et porteurs de l'expérimentation.

- En Pays-de-la-Loire, l'initiative de constituer un groupe de coordination régional s'est heurté à la démarche similaire du Conseil régional des Pays de la Loire, très volontariste sur le soutien aux initiatives des jeunes. La Ligue de l'enseignement des Pays-de-la-Loire, coordinatrice de l'expérimentation régionale, a donc rejoint l'espace de travail collectif impulsé par le Conseil régional dans le cadre du Schéma Régional des Jeunesses qui réunit des associations et fédérations du CRAJEP, le CROS, France Bénévolat et le CAFOC (organisme de formation de l'Education nationale). Ce groupe de travail permet de faire le lien entre les différentes initiatives de valorisation de l'engagement des jeunes, en vue de la création d'un label régional, tout en contribuant à reconnaître les outils existants.

Action 2 : développement de partenariats et d'actions avec les établissements scolaires

Objectifs : lever les freins à l'engagement associatif des élèves ; outiller et rassurer les personnels des établissements scolaires pour en faire des alliés ; investir les Rectorats et les établissements (« l'institution scolaire ») dans l'enjeu collectif d'une plus grande participation des jeunes.

Publics ciblés : personnels académiques (Délégués académiques à la Vie lycéenne notamment), personnels enseignants et non-enseignants (conseillers principaux d'éducation principalement) des établissements scolaires, jeunes collégiens et lycéens.

Etapas de mise en œuvre : prise de contact avec les rectorats ; invitation des rectorats à participer aux comités de coordination régionaux ; programmation commune de temps d'information et de formations auprès des élèves et des personnels des établissements scolaires axés sur la notion d'engagement citoyen, la dynamique de projet et les dispositifs existants facilitant la participation des jeunes mineurs ; développement et diffusion d'outils d'information et de sensibilisation adaptés au cadre scolaire ; accompagnement direct de groupes d'élèves et/ou d'équipes éducatives dans une démarche d'engagement associatif.

Pour ce public, inscrit dans un cadre particulièrement hiérarchisé, on a pu constater trois phases successives de mobilisation liée à l'actualité politique :

1. une phase de mobilisation (même si relative selon les territoires) après la publication d'instructions ministérielles en 2010 et 2011 enjoignant les établissements à développer l'engagement collectif des élèves (cf. page 15) ;
2. un effet de « gel » de la situation après l'alternance politique du printemps 2012 et le temps pris pour la concertation et les discussions autour de la Refondation de l'Ecole publique ;

3. la réapparition d'un questionnement institutionnel au printemps 2013 après le lancement, par le nouveau ministère délégué à la Réussite éducative, de « l'Acte II de la Vie lycéenne ».

Exemples de réalisations : aucune des fédérations de la Ligue de l'enseignement impliquées dans l'expérimentation n'avait, au début du projet, de partenariat spécifique avec le Rectorat d'académie ou des établissements scolaires sur la dimension d'accompagnement de projets initiés par les élèves, même si toutes disposent d'un savoir-faire reconnu dans l'accompagnement des établissements scolaires en tant que mouvement complémentaire d'enseignement public.

- Auvergne : des prises de contact fin 2011 avec la cellule Vie scolaire du Rectorat de l'académie de Clermont-Ferrand ont débouché sur l'accompagnement de personnels volontaires de quelques établissements au 1er semestre 2012 et une journée de formation, inscrite au plan de formation académique, organisée en juin 2012 au Centre National de Documentation Pédagogique (CRDP) de Clermont-Ferrand pour tous les CPE « référents Vie lycéenne » de la région. Cette action devait être renouvelée en 2013 mais n'a finalement pas été reprogrammée par le Rectorat, malgré une évaluation partagée positive.

Nos collègues ont expérimenté la création d'une association « Maison des lycéens » sous la forme d'une Junior Association au lycée Banville de Moulins (413 jeunes lycéens membres accompagnés par la CPE du lycée et la Ligue de l'enseignement de l'Allier) et de deux projets dans les domaines de la solidarité internationale et de l'environnement au lycée Pierre Joël Bonté de Riom et à l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA) De Lattre de Tassigny à Romagnat.

L'expérimentation a permis à la Ligue de l'enseignement d'Auvergne de développer un partenariat associant le Rectorat de Clermont-Ferrand, le Conseil régional et la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) d'Auvergne pour la mise en œuvre sur l'année scolaire 2012/2013 d'une mission expérimentale de Service civique (6 ou 9 mois) pour l'accompagnement des lycéens et le soutien aux équipes éducatives dans le développement de projets collectifs ou d'associations d'élèves dans des lycées de la région. Pour accompagner ce projet, deux temps d'information / formation préalables ont été mis en place pour les CPE référents Vie lycéenne en octobre / novembre 2012 et des rencontres / formations pour les volontaires entre janvier et mai 2013. Cette action a été reprise en Champagne-Ardenne et en Pays-de-la-Loire pour une mise en œuvre dans ces territoires au 1^{er} semestre 2013 ou à la rentrée scolaire 2013.

- En Bretagne, les actions concrètes n'ont pu vraiment être engagées qu'après une audience avec le Recteur de l'académie de Rennes, en juin 2012. Cette rencontre a permis la mise en œuvre d'un partenariat global sur l'année 2012-2013 :
 - lancement d'un « appel à projet » par le Rectorat à destination des chefs d'établissements publics du second degré et des directeurs d'EREA avec deux propositions d'accompagnement :
 1. Former et Informer les équipes éducatives sur le dispositif Junior Association et les possibilités qu'il offre.
 2. Accompagner des groupes d'élèves dans la construction de leur projet.
 - fin septembre, des interventions dans le cadre des formations départementales des CPE référents « Vie lycéenne », organisées par l'équipe d'expérimentation

avec la participation de l'association Jets d'encre (qui soutient les médias lycéens).

- en novembre, au Rectorat, un comité de sélection des candidatures composé de la DAVL et de l'équipe d'expérimentation : 10 lycées ont été retenus pour un accompagnement personnalisé réalisé tout au long de l'année scolaire 2012/2013.
 - en décembre, l'élaboration d'un guide « *Lycéens, associez-vous* » à destination des lycéens et équipes éducatives des lycées de Bretagne, diffusé en 2013.
- En Pays-de-la-Loire, afin de développer le partenariat avec l'Education Nationale, une concertation régulière a débuté en même temps que l'expérimentation avec la cellule Vie scolaire du Rectorat et la Déléguée académique à la Vie Lycéenne. En parallèle, une information sur le dispositif Junior Association a été systématisée dans les formations de délégués élèves collégiens et lycéens, et assurée par la Ligue de l'enseignement. Différentes actions ont été menées :
- Développement d'outils techniques destinés à répondre aux interrogations des personnels scolaires (statut type et règlement intérieur commentés d'une association lycéenne) ;
 - Participation à la réunion académique des CPE référents Vie lycéenne organisée au printemps 2012 pour présenter la Junior Association et la démarche d'expérimentation.
 - Réalisation d'un guide « *Lycéens, associez-vous* » (en lien avec l'équipe bretonne) à destination des élèves et des équipes éducatives : bases de la mise en œuvre de projets portés par des jeunes mineurs, avec un focus dans le cadre du lycée. Des fiches techniques, des éclairages réglementaires et juridiques ainsi que des témoignages sont présents dans ce document.
 - Deux séquences départementales de formation d'une demi-journée ont été réalisées avec la Déléguée académique à la vie lycéenne (DAVL) en Vendée et en Mayenne en octobre / décembre 2012.
 - Préparation au 1^{er} semestre 2013 d'un appel à projets commun Ligue de l'enseignement Pays de la Loire / Rectorat combinant une diffusion massive des outils développés au cours de l'expérimentation (le guide « *Lycéens associez-vous* » et le guide « *Accompagner les initiatives collectives des jeunes mineurs* » à raison de 10 exemplaires / établissement) ; et la mise en œuvre d'une mission d'engagement en Service civique d'accompagnement de la vie associative et de projets de jeunes dans les lycées, à partir de l'expérience développée par la région Auvergne. La mission commencera en novembre 2013 et sera précédée d'une formation régionale pour tous les volontaires concernés, afin de travailler la méthodologie de projets et d'accompagnement ainsi que la réglementation spécifique de l'Education nationale.
- En Champagne-Ardenne, les contacts pris avec le Rectorat de Reims ont été longs pour obtenir l'organisation d'une formation pour les CPE référents Vie lycéenne organisée en juin 2012, avec la participation de la DRJSCS. La réunion a aussi été l'occasion de présenter le Service civique aux personnels scolaires.

Au 2nd semestre 2012, des actions d'accompagnement de quelques établissements demandeurs ont été initiées : quatre lycées marnais et deux lycées ardennais ont ainsi été accompagnés en 2012/2013 dans la création de leur « Maison des lycéens » avec formation en établissement des CPE et des élèves.

Le travail avec le Rectorat s'est poursuivi avec :

- l'animation en février 2013 d'une rencontre des élus lycéens du Conseil académique de la vie lycéenne (CAVL) puis la présentation devant le Recteur d'académie et le CAVL, fin avril 2013, de la démarche d'accompagnement des initiatives des jeunes proposée dans le cadre de l'expérimentation a permis de valider un travail en commun sur les outils : une « foire aux questions », des fiches pratique, un mini-site et un dépliant informatif diffusé dans tous les lycées à la rentrée scolaire 2013, accompagnés par un courrier du Recteur aux chefs d'établissement.

- cette présentation a aussi permis d'engager la mise en œuvre de la mission de Service civique développée en Auvergne et déjà reprise en Pays-de-la-Loire.

- En Ile-de-France, on a privilégié les espaces déjà existants dans lesquels il était possible de toucher des collégiens, des lycéens et des personnels scolaires, compte tenu de la difficulté de mobiliser trois académies à l'échelle de la région. La Ligue de l'Enseignement d'Ile-de-France développait en effet depuis plusieurs années des actions autour de la « citoyenneté scolaire » en direction des établissements scolaires du second degré :

- A l'occasion du Salon de l'Education (Paris-Expo) en novembre 2011, une invitation a été lancée aux représentants élus des lycées franciliens (Conseils de la Vie lycéenne) pour un « débat mouvant » autour du droit de participation des lycéens et des possibilités d'agir en milieu scolaire (instances, médias lycéens, associations lycéennes...) qui a réuni une centaine d'élus lycéens de tous les départements franciliens.

- Le groupe chargé de l'expérimentation a participé aux « rencontres régionales délégués élèves » de la Ligue Ile-de-France en février/mars 2012, en organisant un temps de sensibilisation en direction des adultes et des jeunes. Au total, ces 3 journées ont été l'occasion de sensibiliser 224 collégiens, 116 lycéens et 40 enseignants et CPE. L'action a été reconduite en février 2013.

Ces premières actions ont permis de faire connaître le savoir-faire Junior Association au public scolaire francilien et ont entraîné des demandes d'intervention plus formelles : participation à la formation académique des CPE « référents Vie lycéenne »¹³ de l'académie de Créteil en janvier 2012, puis à une formation similaire proposée par l'académie de Paris en octobre 2012 et à un séminaire des élus lycéens parisiens en février 2013 (cette intervention a d'ailleurs débouché sur la création d'une Junior Association réunissant des élèves volontaires de trois lycées pour l'organisation d'un évènement commun fin 2013).

- A chaque formation et dans toutes les régions, les coordonnateurs de l'expérimentation en région ont remis aux CPE une « mallette associative » composée d'outils pratiques sur clef USB. Cette forme d'équipement a beaucoup plu aux participants et permet de prolonger les effets de la formation une fois les personnels rentrés dans leurs établissements. Au fil des interventions, le RNJA a aussi pu perfectionner des supports de formation sous la forme de fiches pratiques et de diaporamas, qui font l'objet d'un transfert auprès des Relais Juniors Association d'autres territoires.

¹³ L'académie de Créteil propose une courte restitution vidéo sur son site : <http://www.ac-creteil.fr/retrouvezlactualite-video-referentsvielyceenne.html>

⇒ *Relations avec l'équipe d'évaluation pendant la phase 2*

Afin que les évaluateurs puissent s'approprier le dispositif Junior Association (comme composante et point de départ du questionnement), le RNJA leur a donné accès à sa base de données nationale (informations sur les Juniors Associations, les membres, les Relais départementaux...) et a fait circuler un questionnaire d'enquête auprès des jeunes participants aux Rencontres régionales des Juniors Associations de Bretagne et des Pays de la Loire (octobre 2011), et auprès des établissements de l'académie de Rennes retenus dans le cadre de l'expérimentation régionale.

Le RNJA a aussi facilité l'organisation d'entretiens avec des jeunes engagés en Junior Association et des accompagnateurs à l'occasion des rencontres régionales Bretagne et Ile-de-France fin 2012.

Cinq réunions ont eu lieu en 2012/2013 avec l'équipe d'évaluation.

⇒ *Comité de pilotage national*

Cinq réunions ont eu lieu durant cette phase, pour permettre aux coordinateurs de l'expérimentation des cinq territoires de s'échanger les outils et les stratégies développées.

PHASE 3 : capitalisation, finalisation des outils et actions de restitution (mai/juillet 2013)

Les derniers mois du projet ont été consacrés à la capitalisation des enseignements de l'expérimentation dans les cinq régions et au bilan des actions, partagés avec les partenaires et le comité de coordination, s'il avait pu être installé en phase 2.

Dans trois régions, les équipes d'expérimentation ont mis en œuvre des actions de restitution, d'essaimage et/ou de transfert de savoir-faire durant cette dernière phase :

- L'équipe bretonne a organisé une rencontre ouverte aux acteurs concernés par les projets collectifs de jeunes le 30 mai 2013 à Rennes. Ce « Forum régional de l'engagement associatif des jeunes mineurs », organisé comme une journée de restitution du projet d'expérimentation, a permis de réunir plus de 80 acteurs issus de l'Education nationale, de l'animation, du monde associatif et des collectivités territoriales, dans une perspective de décloisonnement. Des ateliers ont permis aux participants d'échanger sur leurs pratiques d'accompagnement. Une table ronde sur l'engagement associatif des jeunes comme projet éducatif a ensuite été organisée avec la participation d'un des évaluateurs du projet.
- En Champagne-Ardenne, une journée de transfert de savoir-faire a été organisée par la coordination Marne-Ardenne en direction des fédérations Relais Junior Association de l'Aube (qui n'était jusqu'alors pas engagée dans la promotion des Juniors Associations) et de la Haute-Marne (qui s'était désengagée au fil des années).

- En Pays-de-la-Loire, un dispositif important de communication a été réalisé pour faire connaître l'espace éducatif Junior Association : 15 000 flyers ont été imprimés pour être distribués à travers la région des Pays-de-la-Loire, lors de différentes rencontres et forums ou de manière plus ciblée auprès des établissements scolaires, des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des associations sportives, du réseau Information Jeunesse... et s'ouvrir à de nouveaux publics.

Au niveau national, une réunion nationale de Relais départementaux Junior Association a été organisée en décembre 2012 au cours de laquelle les premiers outils disponibles ont été présentés par les Relais issus des territoires d'expérimentation. 40 participants issus de 37 départements ont participé à ce travail de réflexion qui a permis au RNJA de vérifier qu'au-delà de ces territoires, notre réseau est en demande d'appropriation des outils et actions expérimentées.

⇒ *Comité de pilotage national*

Deux dernières réunions du comité de pilotage national ont été organisées. Début juillet 2013, une journée de bilan collectif des actions menées a aussi permis un premier recensement des outils produits au cours de l'expérimentation. Fin octobre 2013, pour échanger sur les enseignements présentés dans ce rapport final.

⇒ *Impact sur le fonctionnement habituel de la structure*

Le travail mené en direction du public scolaire a permis une évolution dans l'organisation et les activités des fédérations de la Ligue de l'enseignement porteuses du projet d'expérimentation : une meilleure transversalité entre un les métiers « d'actions éducatives » et ceux « d'accompagnement de la vie associative ». Tout en amenant les professionnels qui assurent cette mission à intervenir dans des établissements d'enseignement alors qu'ils ont plutôt la pratique (et les connaissances) des jeunes et des personnels des structures hors cadre scolaire, les actions réalisées dans l'expérimentation ont aussi réinterrogé l'action éducative plus « classique » de la majorité des fédérations.

Par ailleurs, la concentration du travail sur la notion et les pratiques d'accompagnement ont permis de renforcer la capacité d'adaptation associative des fédérations aux spécificités des jeunes mineurs. Pour les fédérations qui avaient moins d'expérience des Juniors Associations au démarrage du projet, l'expérimentation a amené professionnels et élus à se questionner sur la prise en compte des pratiques collectives informelles des jeunes mineurs dans le réseau associatif que représente une fédération.

Ces évolutions de pratique professionnelle et/ou de positionnement associatif persistent dans au moins quatre des cinq régions d'expérimentation (cf. III.B.4 « Impacts sur la structure »).

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	AP3_136 : détail AUVERGNE	Description synthétique de chaque action	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
				Effectifs	ETP par personne	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
1. Préparation du projet	<i>janvier à décembre 2011</i>								
Action n°1		Constitution et installation du groupe de pilotage régional de l'expérimentation à Clermont-Ferrand (5 réunions déc. 2012, mai, juillet, octobre et nov 2011)	2 mois	6 personnes	6 % d'un ETP	DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2		Réunions d'information et de présentation de l'expérimentation à Vichy et Moulins (avril et mai 2011)	2 mois	4 personnes	6 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse + DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3		Réunions de préparation pour la mise en place de formations d'accompagnateurs de projets de jeunes de mai à novembre 2011	5 mois	4 personnes	6 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse + DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4		Préparation des interventions sur les formations Bafa avec le Patronage Laïque de Montluçon et les Francas (octobre à décembre 2011)	3 semaines	1 personne	8 % d'un ETP	DG	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5		Conception d'un module de formation de deux journées pour les accompagnateurs professionnels ou bénévoles d'initiatives de jeunes (décembre 2011)	1 mois	3 personnes	6 % d'un ETP	DG + Agents de développement jeunesse.	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
2. Mise en œuvre du projet	<i>janvier à décembre 2012</i>								
Action n°1		Réunion du Comité de coordination constitué de membres issus des services de l'Etat (DDCSPP 03 et 63, Rectorat), collectivités territoriales (CR et CG 03 et 63) et d'associations d'éducation populaire et de jeunesse (3 réunions dont deux en 2012 et une en 2013)	3 mois	1 personne	8 % d'un ETP	DG	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2		Réalisation de trois réunions d'information territoriales des professionnels de jeunesse à Vichy, Moulins et Clermont-Ferrand en 2012 et 2013	3 mois	4 personnes	4 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse + DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3		Réalisation de trois demi journées de formation pour accompagnateurs jeunesse en milieu rural sur les territoires des com com de Dompierre, Saint-pourçain et Varennes-sur-Allier en 2012	1 mois	2 personnes	6 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4		Réalisation d'une journée de formation pour les CPE des lycées de la région Auvergne au CRDP de Clermont-Ferrand en avril 2012	1 mois	3 personnes	6 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse + DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5		Rencontres formation avec des volontaires en Service civique autour du thème de l'engagement des jeunes en mai et juin 2012 (partenariat DDCSPP 63 et 03)	2 mois	2 personnes	4,5 % d'un ETP	Chargée de mission Service civique + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°6		Réalisation de deux sessions d'une formation de deux jours pour les accompagnateurs de projets de jeunes à Clermont-Ferrand et Moulins en 2012 et 2013	2 mois	4 personnes	6 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse + DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°7		Conception d'une fiche mission Service civique pour l'accompagnement des Maisons des lycéens en août 2012	1 mois	2 personnes	4,5 % d'un ETP	Chargée de mission Service civique + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°8		Mise en place de six missions SC dans des lycées de la région pour l'accompagnement des MDL (septembre à décembre 2012). Formation des personnels des établissements concernés en octobre/novembre 2012 avec le Rectorat et la DR.JSCS.	9 mois	2 personnes	8 % d'un ETP	Chargée de mission Service civique + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°9		Création et accompagnement de juniors association dans 3 établissements scolaires et d'une junior association soutenue par le CG 03	6 mois	1 personne	8 % d'un ETP	Agent de développement jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
3. Achèvement du projet	<i>janvier à juin 2013</i>								
Action n°1		Mise en place des modalités d'évaluation de l'équipe de sociologues auprès de nos partenaires sur le terrain (janvier 2013)	1 mois	1 personne	4,5 % d'un ETP	chargée de mission Service civique + Agents de développement jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2		Diffusion des questionnaires d'évaluation auprès des jeunes, collecte et remontée de ceux ci auprès des sociologues (participation de jeunes de MDL, de juniors associations et de Conseillers généraux jeunes). Il y a eu 67 retours de questionnaires provenant des JA et 311 provenant des lycées de la région (mars et avril 2013)	2 mois	2 personnes	8 % d'un ETP	chargée de mission Service civique + Agents de développement jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3		Organisation d'une journée d'information bilan sur l'expérimentation en mai 2013 à la DDCSPP 63 avec des membres du comité de coordination régional.	1 mois	3 personnes	6 % d'un ETP	chargée de mission Service civique + Agents de développement jeunesse + DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4		Travail d'élaboration d'un annuaire des acteurs jeunesse en Auvergne avec une interface consultable sur internet (le travail n'a pu aboutir suite à une défaillance de notre partenaire Cotravaux Auvergne)	2 mois	2 personnes	4 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5		Rencontres formation avec les six jeunes en service civique au sein des lycées qui travaillent à l'accompagnement des MDL et bilans de leur missions (de janvier à mai 2013).	6 mois	2 personnes	8 % d'un ETP	Chargée de mission Service civique + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	AP3_136 : détail BRETAGNE	Description synthétique de chaque action	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
				Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
1. Préparation du projet	<i>Janvier 2011 - Octobre 2011</i>								
Action n°1	Préparation, animation et suivi des groupes de travail préparatoires régionaux (24/01/2011, 26/05/2011)	1 mois	4	0,5	Directeur Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°2	Etat des lieux sur les Juniors Associations bretonnes, les cadres d'engagement des jeunes et les attentes des accompagnateurs	3 mois	6	1	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°3	Identification et prise de contact avec les structures partenaires potentielles	2 mois	4	1	Directeur Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°5	Précision du public / des actions à mener	1 mois	4	0,5	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°6	Construction des outils d'intervention et de formations	4 mois	4	1	Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°7	Réunion du groupe de pilotage technique et politique avec l'ensemble des "Relais Junior Association" bretons (Ligue, FRMJC, FCSB, DDCS/PP)	1 mois	18	1	Directeur Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
2. Mise en œuvre du projet	<i>Octobre 2011 - Mai 2013</i>								
Action n°1	Organisation rencontre régionale des Juniors Associations (2 ^e , octobre 2011)	1 mois	12	4	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	Locations de salles, hébergement	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°2	Réunions du groupe de pilotage technique et politique	3 mois	18	3	Directeur Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°3	Réunion du Comité de coordination régionale en mars 2012	1 mois	10	1	Directeur Chargés de mission			Frais de mission	
Action n°4	Formations départementalisées des CPE référents Vie lycéenne	2 mois	8	2	Formateurs Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	Intervention Formateurs	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°5	Mise en œuvre appel à projet commun avec le Rectorat auprès des lycées : 9 établissements retenus	1 mois	2	1	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies			
Action n°6	Organisation rencontre régionale des Juniors Associations (2 ^e , octobre 2012)	1 mois	12	4	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	Locations de salles, hébergement, bus, repas	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°7	Création du guide "Lycéens, associez - vous"	2 mois	5	2	Chargés de mission Chargé de communication				
Action n°8	Accompagnement des lycées retenus par l'appel à projets (formation des adultes et/ou des jeunes)	4 mois	8	2	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
3. Achèvement du projet	<i>Mai 2013 - Juillet 2013</i>								
Action n°1	Organisation du Forum régional de l'engagement associatif des mineurs ; Comité de coordination régional	3 mois	6	2	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	Location salle, repas, intervention compagnie théâtre, transport intervenants	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°2	Bilan du Forum Régional de l'Engagement Associatif des Mineurs	0,25 mois	6	2	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°3	Bilan de l'accompagnement des lycées	0,5 mois	8	2	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°4	Mise en page du guide "Lycéens, associez - vous!"	0,25 mois	5	1	Chargés de mission Chargé de communication		Graphiste, imprimeur		
Action n°5	Bilan avec le Rectorat et avec le Conseil régional	0,5 mois	2	2	Directeur Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	
Action n°6	Réunion finale du groupe de pilotage technique et politique	0,5 mois	6	1	Directeur Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission	

Restitution finale du porteur de projet

Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	Description synthétique de chaque action	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
			Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
1. Préparation du projet	<i>Novembre 2010 – novembre 2011</i>							
Action n°1	Recensement des JA du territoire et de leurs attentes en terme d'accompagnement	3	3	2	Chargés de mission – Volontaires	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Recensement des adultes référents et de leurs attentes en terme de formation	3	3	2	Chargés de mission – Volontaires	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Préparation de comités de coordination régional et de comités départementaux	1	2	2	Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	Construction des modules de formation à destination des animateurs professionnels et des adultes accompagnateurs	5	2	2	Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	Réunion des comités de pilotage régionaux et départementaux	1	11	2	Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°6	Mise en place d'action d'information et de sensibilisation auprès des adultes et des jeunes	3	5	2	Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
2. Mise en œuvre du projet	<i>Novembre 2011 – mars 2013</i>							
Action n°1	Comité de coordination régional	10	11	3	Chargés de mission – volontaires – stagiaires DEJPS – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Actions de formation des délégués élèves	2	1	2	Chargé mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Actions de formation des élus lycéens CVL	1	4	2	Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	Formation des personnels vie scolaire	3	2	3	Chargés mission – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	Formation des tuteurs service civique	4	3	2	Chargé mission – stagiaire DEJPS	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°6	Formation des animateurs volontaires et professionnels	3	7	2	Chargé mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°7	Accompagnement des lycées volontaires	6	3	2	Chargé mission – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°8	Formation à la méthodologie de l'accompagnement de projets de jeunes auprès de volontaires en Service civique effectuant leur mission au sein d'une structure d'animation.	4	2	2	Chargé mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°9	Actions d'information et de sensibilisation menées dans les formations DEJEPS et BPJEPS APT/LTP (CREPS de Reims) et dans le cadre du CQP ALS (avec l'Ufolep).	1	4	2	Chargés mission – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°10	Formation d'accompagnateurs de projets de jeunes (2) fractionnés février / mars 2013)	2	1	2	Chargé mission			
Action n°11	Participation à l'animation de forums et d'événements jeunesse	7	7	2	Chargé mission – Volontaires	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
3. Achèvement du projet	<i>Mars 2013 – juin 2013</i>							
Action n°1	Comité de coordination régional	4	2	2	Chargé mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Formation d'élus lycéens CAVL + présentation actions expé au Recteur d'académie					Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Création fiches pratiques, site et triptyque « MDL mode d'emploi » + préparation appel à projets Rectorat sept. 2013	6	4	2	Chargé mission – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies	agence web et graphisme	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	Transferts de savoirs faire Aube et Haute-Marne	0,2	4	2	Chargé mission – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	AP3_136 : détail PAYS DE LA LOIRE	Note : notre partenaire opérationnel pour ce territoire a complété l'annexe en distinguant la préparation des actions, leur mise en œuvre et leur évaluation plutôt que dans l'ordre chronologique. Nous avons conservé cette présentation par respect des précisions indiquées.	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
			Description synthétique de chaque action	Durée en mois	Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats
1. Préparation du projet								
Action n°1	Groupe de travail RNJA/Ligue Pays de la Loire pour établir le plan d'action régional : janvier et avril 2011	0,5				Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Travail partenarial avec le rectorat / création de documents à destination des CPE (power point formation, guide de vie statutaire...) / préparation des formations à destination des CPE : janvier 2011- juin 2013	30	2	0,3	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Conception et écriture du guide "lycéen associez-vous" et "guide de l'accompagnateur de projet de jeune" - mise en page - rédaction /validation : mars 2012 à juin 2012	4	2	0,25	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies	graphiste	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	Préparation du dossier "Service civique dans les lycées" : avril 2013 à mai 2013	2	2	0,02	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	Préparation modules accompagnement projet de jeunes dans les formations qualifiantes : BPJEPS, CQP : mars 2011 - sept 2011	4	2	0,12	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°6	Préparation avec les équipes de formations BAFA - mars 2011 à déc 2011	9	2	0,05	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°7	Temps de rencontre entre accompagnateurs locaux - préparation du temps, recherche de lieux et de dates, ... juin-oct 2011 et juin-oct 2012	8	2	0,15	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°8	Concertation avec le secteur sportif de la Ligue pour définir un plan de communication : juin - déc 2011	6	2	0,02	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°9	Conception rencontre régionale octobre 2011 et octobre 2012	8	2	0,15	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°10	Préparation de la formation à destination des jeunes en 44 - avril 2013	1	1		2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
2. Mise en œuvre du projet								
Action n°1	Travail partenarial avec le rectorat / transmission des documents à destinations des CPE (power point, statuts types, ...) / formations à destination des CPE	6	2	0,22	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Impression et plan de diffusion du guide "lycéen associez-vous" et "guide de l'accompagnateur de projet de jeune" - septembre 2012 + septembre 2013	1	2	0,1	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies	graphiste, imprimeur	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Validation du dossier "Service civique dans les lycées" juin 2013	1	2	0,05	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	Séquences de formations pour des BPJEPS, CQP sept 2011 - déc 2012	16	2	0,15	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	Séquence de formation pour les stagiaires BAFA - 2012	12	2	0,05	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°6	Rencontres avec les accompagnateurs locaux - oct 2011 et oct 2012	2	2	0,05	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies	location de locaux	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°7	Actions avec le secteur sportif de la Ligue - 2012	12	2	0,05	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°8	Réalisation rencontre régionale octobre 2011 et octobre 2012	2	2	0,05	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies	location de locaux,	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°9	Formation à destination des jeunes en 44 - avril 2013	1	1	0,01	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
3. Achèvement du projet								
Action n°1	Bilan de formations à destination des CPE / mise en forme - avril-juin 2013	2	2	0,01	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Outils de suivi suite à l'envoi du guide "lycéen associez-vous" et "guide de l'accompagnateur de projet jeune" - juin 2013	1	2	0,01	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Préparation des équipes départementales pour le dossier "Service civique dans les lycées" juin 2013	1	2	0,01	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	Pérennisation des séquences dans les formations qualifiantes : séquences de formations pour des BPJEPS, CQP - 2013	1	2	0,01	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	Pérennisation de l'information JA pour les stagiaires BAFA - 2013	1	2	0,01	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°6	Pérennisation des rencontres avec les accompagnateurs locaux	1	2	0,01	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies	location de locaux	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°7	Evaluation des actions avec le secteur sportif de la Ligue	1	2	0,01	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°8	Evaluation / évolution des rencontres régionales	1	2	0,01	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°9	Evaluation des formations à destination des jeunes en 44	1	1	0,01	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	AP3_136 : détail ILE-DE-France	Description synthétique de chaque action	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
				Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
1. Préparation du projet	<i>indiquer ici les dates de début et de fin de la phase d'actions</i>								
Action n°1		structuration du groupe de travail régional : 2 réunions 1er semestre puis mensuelles 2ème semestre	8	6	NC	Directeur Coordonnatrice vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2		état des lieux et diagnostic régional auprès des Juniors Associations, des Relais et des accompagnateurs	5	1	NC	Coordonnatrice Vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3		tournage du film de présentation Junior Association (quatre JA franciliennes)	4	2	NC	Coordonnatrice Vie associative Chargée de communication		vidéaste	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4		préparation des contenus et organisation des formations	6	4	NC	Directeur Coordonnateur vie associative Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		
Action n°5		participation chantier « engagement des jeunes franciliens » DRJSCS Ile-de-France / CRAJEP	4	1	NC	Directeur	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
2. Mise en œuvre du projet	<i>octobre 2011 - juin 2013</i>								
Action n°1		1ère session formation accompagnateurs (4j) - 93 - octobre 2011	3	5	NC	Coordonnateur vie associative Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2		rencontre professionnels jeunesse déc. 2011 (1j) - 77	1	3	NC	Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3		action auprès des élus lycéens franciliens dans le cadre du Salon de l'Education (1j) - novembre 2011 - 75	1	3	NC	Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4		action auprès des collégiens / lycéens / enseignants / CPE dans le cadre des rencontres des délégués élèves franciliens (3j) - février 2012 - 75	1	5	NC	Cadre RNJA Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5		formation CPE Vie lycéenne Académie de Créteil (1j) - février 2012 - 94	0,5	2	NC	Cadre RNJA Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		
Action n°6		regroupement accompagnateurs (1j) - mars 2012 - 75	1	4	NC	Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°7		2ème session formation accompagnateurs (3j) - mai 2012 - 75	3	4	NC	Coordonnateur vie associative Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs graphiste	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°8		regroupement accompagnateurs (1j) - octobre 2012 - 75	1	2	NC	Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°9		formation CPE Vie lycéenne Académie de Paris (1j) - octobre 2012 - 75	0,5	2	NC	Cadre RNJA Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		
Action n°10		rencontre régionale des juniors associations et accompagnateurs franciliens (1) - novembre 2012 - 92	8	10	NC	Directeur Coordonnateur vie associative Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	Locations de salles, hébergement, bus, repas,	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°11		action auprès des collégiens / lycéens / enseignants / CPE dans le cadre des rencontres des délégués élèves franciliens (3j) - février 2013 - 75	1	5	NC	Cadre RNJA Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°12		séminaire élus lycéens CAVL Académie de Paris (1) - avril 2013	0,5	2	NC	Cadre RNJA Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		
Action n°13		3ème session formation accompagnateurs (3j) - juin 2013 - 77	3	5	NC	Coordonnateur vie associative Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs graphiste	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°14		comité de pilotage régional (1 réunion bimensuelle hors été)	0,5	6	NC	Directeur Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
3. Achèvement du projet	<i>juin-juillet 2013</i>								
Action n°1		Bilan en comité de pilotage régional	0,5	6	NC	Directeur Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2		Evaluation des outils de formation	0,5	5	NC	Directeur Coordonnateur vie associative Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission

B. Partenariats

1. Partenaires opérationnels

Trois remarques préalables générales précèdent l'identification des partenaires régionaux.

Le nombre d'intervenants et de partenaires dans le projet est relativement important sur chacun des territoires. Chacun dispose de son propre projet de structure, de sa culture et de ses priorités qui rentrent en partie en résonance avec les enjeux de notre expérimentation. **L'état (voire l'existence) de relations antérieures plus ou moins abouties**, avec les Relais Juniors Association du territoire et entre ces différents partenaires a eu un impact sur la mise en œuvre des actions. D'autant **qu'il a fallu parfois solliciter un niveau hiérarchique d'interlocution assez élevé** (conseiller de recteur voire recteur, vice-président de conseil régional ou général...) pour obtenir des résultats dans quelques territoires. Mais d'une manière générale, **l'écho des partenaires a été très favorable concernant l'expérimentation.**

Des difficultés ont été exprimées dans certaines régions pour associer au projet les services déconcentrés de l'Etat, dans un contexte 2011-2013 de réorganisation de l'action publique sur le territoire (DDCS/PP, DRJSCS, Rectorats), **ou des collectivités territoriales qui développent parfois une politique de soutien à l'initiative des jeunes** sans souci de concertation avec les autres acteurs associatifs et institutionnels du territoire (*cf. notre schéma à la partie III*).

Dans certaines régions, la mise en œuvre des actions a pu également se heurter à un sentiment de « concurrence » entre fédérations de jeunesse et d'éducation populaire présentes sur le territoire, dans un contexte global de restriction des budgets qui peut entraîner un repli-sur-soi ou l'incapacité, voire le manque de volonté, de questionner ses propres pratiques. Localement, **les difficultés économiques ou le manque de moyens de certains partenaires associatifs intéressés** ont entraîné des désinvestissements (par exemple : la collaboration avec Cotravaux en Auvergne).

En région Auvergne

Nom de la structure partenaire	Type de structure partenaire	Rôle dans l'expérimentation
Rectorat de Clermont-Ferrand	Service de l'Etat	Mise en place de formations pour les services Vie scolaire sur l'engagement et l'initiative des jeunes, mise en place de Juniors Associations et de Maisons des lycéens accompagnées par des jeunes volontaires en Service civique.
Conseil Régional Auvergne	Collectivité	Appui dans la communication sur l'expérimentation en Auvergne. Appui politique déterminant mais qui s'est révélé parfois difficile à gérer sur le plan des relations politiques, entre autre avec le Rectorat et certaines collectivités.
Conseil Général de l'Allier	Collectivité	Relais du projet d'expérimentation auprès de publics bénéficiaires potentiels. Création d'une Junior Association issue du Conseil Général Jeune.
Communautés de communes de Varennes, Dompierre et Saint Pourçain	Collectivités	Aide à la mise en place de formations locales en direction des accompagnateurs jeunes sur des leurs territoires ruraux.
DDCSPP du Puy de Dôme	Service de l'Etat	Participation à des formations et à des actions autour de l'accompagnement des projets de jeunes (rencontres de juniors associations, formations d'accompagnateurs jeunes et réunions d'information d'acteurs locaux de la jeunesse).
DRJSCS	Service de l'Etat	Participation à l'organisation de deux formations régionales d'acteurs jeunesse et accueil d'une journée d'information dans leurs locaux.
Patronage Laïque de Montluçon et Francas Auvergne	Associations	Travail aux contenus des formations Bafa sur l'accompagnement des projets de jeunes pour des publics de 19/30 ans. Accueil dans quatre formations Bafa.
Cotravaux	Association	Contribution aux différents temps d'information et de formation en présentant les chantiers de jeunes et d'engagement des jeunes (dont le SVE et le VSI) et leur action de promotion de la rencontre inter-culturelle entre jeunes d'origines différentes. Projet partagé d'annuaire en ligne des acteurs de la jeunesse en Auvergne finalement abandonné, compte tenu de graves difficultés financières.

En région Bretagne

Nom de la structure partenaire	Type de structure	Rôle dans l'expérimentation
Fédération régionale des MJC	Association	Relais Junior Association dans les quatre départements bretons. Associés à la préparation, la mise en œuvre et le bilan de l'ensemble des actions. Des difficultés à mobiliser les DDCS/PP au fil du calendrier d'expérimentation (des personnels non-remplacés ou qui ne reprennent pas la mission de Relais Junior Association).
Fédération bretonne des Centres sociaux	Association	
DDCS/PP 35 / 22 / 29 / 56	Service de l'Etat	
Jets d'encre	Association	Interventions conjointes auprès des équipes éducatives des lycées. Partage d'expériences et d'outils sur la vie lycéenne.

Rectorat de Rennes	Service de l'Etat	Appel à projet en direction des lycées bretons. Mise en relation avec les élus du Conseil académique à la Vie Lycéenne. Repérage des établissements volontaires pour l'expérimentation (équipes éducatives/lycéens). Travail conjoint sur le guide « Lycéens bretons, associez-vous ! » (réalisation/plan de diffusion).
Crédit Mutuel de Bretagne	Banque mutualiste	Partenaire des rencontres régionales 2011 et 2012 (contributions en nature)
Ville de Rennes	Collectivité	Accueil du Forum régional de l'engagement des jeunes mineurs (événement de restitution régional).

En région Champagne-Ardenne

Nom de la structure partenaire	Type de structure partenaire	Rôle dans l'expérimentation
Rectorat de Reims	Service de l'Etat	Plan d'action concerté pour développer l'engagement des jeunes dans les lycées : disponibilité de la DAVL, organisation de formation des personnels et d'élèves, mise en œuvre d'une mission de Service civique pour accompagner les associations lycéennes, travail conjoint sur des supports d'information / communication et soutien politique / financier à leur diffusion.
DRJSCS / DDCSPP 51	Service de l'Etat	Participation assidue au comité de pilotage. Partenaire des actions menées dans les établissements scolaires et sur de nombreux événements jeunesse.
CRIJ	Association	Elaboration conjointe d'action d'accompagnement et formation des professionnels.

En région Ile-de-France

Nom de la structure partenaire	Type de structure partenaire	Rôle dans l'expérimentation
DRJSCS / DDCSPP	Service de l'Etat	Association des coordonnateurs régionaux de l'expérimentation à une démarche régionale de mobilisation et de sensibilisation des acteurs franciliens de la participation des jeunes lancée au 2 nd semestre 2011 (qui n'a pas eu de suite en 2012).
CRAJEP	Association	Relais communication sur les formations d'accompagnateurs, les regroupements et rassemblements régionaux 2012.
Franças 93	Association	Création conjointe de la maquette de la première formation d'accompagnateurs proposée à l'automne 2011.
Fédération des Centres sociaux 77	Association	Organisation de regroupements d'accompagnateurs et participation à la deuxième et troisième session de formation.

Rectorats de Paris Rectorat de Créteil	Services de l'Etat	Participation des coordonnateurs régionaux de l'expérimentation et du RNJA à la formation des élus lycéens (Paris) et des CPE référents Vie lycéenne (Paris / Créteil).
Ville d'Asnières Fédération des Centres sociaux 92 Ligue de l'enseignement 92 Information Jeunesse 92	Collectivité Associations	Accueil et mise à disposition de matériels / personnels pour l'organisation de la rencontre régionale en novembre 2012. Coorganisation de la rencontre, suivi logistique et opérationnel local.
Animafac	Association	Accueil rassemblement régional et national de Juniors Associations et d'accompagnateurs en mars 2012, dans le cadre du Forum national des initiatives jeunes Paris / La Villette.

En région Pays-de-la-Loire

Nom de la structure partenaire	Type de structure partenaire	Rôle dans l'expérimentation
Rectorat de Nantes	Service de l'Etat	Partenariat avec la DAVL et la Délégation académique à l'action éducative et à la pédagogie pour l'intervention en formation des personnels. Participation à la création d'outils pour les lycéens et les équipes éducatives. Septembre 2013 : lancement d'un appel à projet conjoint et mise en œuvre d'une mission de Service civique pour accompagner les associations lycéennes (à partir du projet auvergnat).
DDCS 44	Service de l'Etat	Relais / appui communication des actions d'expérimentation auprès de bénéficiaires potentiels.
Conseil régional Pays de la Loire	Collectivité	Association des coordonnateurs régionaux de l'expérimentation au travail sur le schéma régional des jeunes. Soutien à la communication autour du projet.
Fédération 85/44/49 des Centres sociaux Ligue de l'enseignement 85/72/53/49	Association	Relais Junior Association dans les cinq départements ligériens. Participation à l'organisation et à l'animation de la rencontre régionale des Juniors Associations 2011 et 2012.
UFOLEP 44	Association	Co-organisation d'interventions et d'actions de sensibilisation auprès des bénévoles des associations sportives, et dans la formation qualifiante des animateurs sportifs.

2. Partenaires financiers

Compte tenu de l'ancrage territorial des actions expérimentées, les premiers partenaires financiers après le Fonds d'expérimentation pour la Jeunesse ont été **les collectivités territoriales**, dont les subventions représentent 61% des contributions extérieures. Ce pourcentage masque **une disparité de mobilisation entre les territoires d'une part**, et entre les Régions et les Départements d'autre part – qui s'explique essentiellement par l'échelle régionale retenue pour le déploiement de l'expérimentation.

- Conseils régionaux : au réalisé, contributions des CR Auvergne (2011, 2012, 2013), Bretagne (2012 et 2013), Champagne-Ardenne (2012), Ile-de-France (2011, 2012 et 2013) et Pays-de-la-Loire (2011 et 2012) pour un total de 69 476,26 €.
- Conseils généraux : au réalisé, contributions des CG Allier et Puy-de-Dôme (2011, 2012 et 2013) pour un total de 8 500 €.
- Communes : au réalisé, contribution de l'agglo Clermont-Ferrand (2011 et 2012) pour un total de 1 500 €.

Les organismes sociaux ont soutenu le projet à hauteur de 7% des contributions extérieures, là encore avec des différences très importantes entre :

- La Mutualité sociale agricole (MSA), avec laquelle le Réseau national des juniors associations (RNJA) entretient des relations de longue date autour de projets de soutien aux projets collectifs de jeunes en milieu rural, qui ont aidé l'institution à accorder un soutien financier au projet pour 9 000 € entre 2011 et 2013.
- A l'inverse, nous n'avons pas réussi à mobiliser les Caisses d'allocations familiales (CAF) : les relations partenariales avec les CAF sur l'engagement des jeunes et l'accompagnement de leurs projets sont émergentes, ces préoccupations étant plutôt nouvelles pour cette institution, ce qui suppose certainement un temps d'acculturation. Une petite contribution de 400 € a été levée auprès de la CAF de la Marne au lancement de l'expérimentation en 2011.

Enfin, la Ligue de l'enseignement de Champagne-Ardenne, coordinatrice du projet dans cette région, a reçu une contribution du Rectorat d'académie de Reims à hauteur de 1 777 € pour la conception, l'impression et la diffusion, dans tous les établissements, d'un outil¹⁴ développé en commun destiné à informer les jeunes élèves et les équipes éducatives sur le droit d'association des lycéens.

Financements	Part de ces financements dans le budget total de l'expérimentation (hors évaluation) en %
Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse	68%
Cofinancements extérieurs à la structure	30%
Autofinancement	2%

¹⁴ Cf. dossier documentaire joint au rapport.

Il est certain que **l'appui du Fonds d'expérimentation pour la Jeunesse a été important dans la mobilisation des partenaires opérationnels et financiers**, notamment parce qu'il est gage de crédibilité (apporté entre autres par le dispositif d'évaluation associé).

- En Ile-de-France, en Bretagne, en Auvergne et en Pays-de-la-Loire, l'expérimentation a permis d'obtenir **de nouveaux soutiens financiers locaux** auprès des Conseil régionaux concernés pour le développement des Juniors Associations amenés à être reconduit en 2014.
- Au niveau national, la capitalisation des actions développées au cours de l'expérimentation a **permis au RNJA de trouver de nouveaux partenaires financiers avec l'Acsé et le Ministère de l'Education nationale**¹⁵.

¹⁵ Les notifications de soutien de ces deux partenaires sont intervenues après le terme de l'expérimentation et n'ont donc pas contribué au budget du projet.

C. Pilotage de l'expérimentation

Un comité de pilotage national a été mis en place pour :

- assurer le suivi des actions mises en place dans les cinq territoires retenus ;
- échanger entre responsables du projet sur les difficultés rencontrées ;
- proposer un cadre de questionnement collectif ;
- bénéficier d'apports extérieurs et notamment d'autres structures expérimentatrices ;
- constituer le premier cercle d'essaimage / transfert inter-régions des méthodes et outils développés.

Sa composition, stable du début à la fin du projet, a associé :

- la Présidente et l'équipe professionnelle du RNJA en tant que responsables du programme global d'expérimentation ;
- deux représentants au moins de chacune des cinq Unions régionales de la Ligue de l'enseignement, partenaires territoriaux du projet ;
- et l'équipe d'évaluation du projet (à leur demande, sur des temps particuliers pour répondre au protocole d'évaluation).

Le comité de pilotage national s'est réuni à deux reprises en 2011, puis trimestriellement jusqu'à la fin de l'expérimentation ; une dernière réunion a eu lieu fin octobre 2013 pour échanger sur le contenu de ce rapport final et notamment les enseignements généraux (*cf. partie III.A Analyse et modélisation du dispositif*).

En parallèle du comité de pilotage national, des points d'étape / échanges ont eu lieu avec les membres du Conseil d'administration du RNJA, en juillet 2012 et en juillet 2013. Ces échanges ont été importants pour réintégrer dans le plan d'actions 2013-2015 du RNJA une partie des démarches et actions initiées dans le cadre de l'expérimentation, une fois celle-ci terminée (*cf. III.B.4. Impacts sur la structure*).

Sur le modèle du comité de pilotage national, **des groupes de travail se sont mis en place dans chacune des régions**, réunis à intervalles réguliers pour permettre des échanges d'outils, de pratiques, de compétences et de savoir-faire. Ceux-ci ont associé élus et salariés des fédérations associatives parties-prenantes et leurs partenaires d'action proches.

Si au niveau national, nous n'avons pas rencontré de difficulté de coordination, il fut parfois plus difficile de mobiliser les partenaires en régions (*cf. II.B. Partenariats*).

Afin de faire le lien entre les réunions, la coordination du projet s'est aussi basée sur :

- **de fréquents déplacements de l'équipe du RNJA sur les territoires d'expérimentation**, pour des réunions de travail, des réunions du comité de pilotage régional, la participation à une action de formation...

- **l'animation d'une plateforme informatique de partage de ressources, d'outils et de documents**, permettant à l'ensemble des partenaires opérationnels de consulter les documents issus des autres régions, et de déposer les leurs : cette forme d'animation, qui a pu rebuter certains au début, est jugée plutôt utile au terme du projet, notamment en ce qu'elle permet d'accéder à l'ensemble des données de toutes les régions en permanence.

Au cours du projet, **des échanges ont eu lieu avec deux autres porteurs de projet d'expérimentation en particulier**. Le comité de pilotage national a ainsi accueilli occasionnellement des représentants du secteur Education du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement (*projet AP3_135 : Engagement associatif et promotion sociale*) et du réseau Animafac (*projet AP3_038 : Bénévolat et compétences*). Leurs interventions ont permis tout autant de bénéficier de leurs conseils sur l'organisation de leur propre projet d'expérimentation, que de leurs observations sur le déroulement de nos actions et nos objectifs.

Le RNJA a aussi participé à l'atelier d'échanges organisé entre expérimentateurs de l'appel à projet AP3, organisé le 8 mars 2011 par le Fonds d'expérimentation pour la Jeunesse.

III. Enseignements généraux de l'expérimentation

A. Analyse et modélisation du dispositif expérimenté

« Difficile de répondre en quelques mots : qu'est-ce que je fais auprès de la Junior Association, et à quoi je sers ? Je sers à dire aux adultes que je ne suis rien : ni la présidente (voyez la jeune fille là-bas), ni le trésorier (voyez le jeune homme), ni la secrétaire bien que je passe mon temps à écrire et communiquer. Car ce qui manque le plus aux jeunes, c'est de savoir à qui s'adresser, et en quels termes. Les pouvoirs publics, les institutions, les financeurs... dont nous avons besoin, n'ont guère l'habitude d'écouter les jeunes s'il n'y a pas quelqu'un derrière.

Alors je suis « derrière », et j'essaie d'y rester le plus possible. Trouver la bonne porte, la bonne personne, parler aux parents moins convaincus, aider à cerner le contenu d'une lettre, la forme d'un dossier ou d'une intervention, voilà à quoi je sers sans doute.

En somme, c'est un échange d'énergies, parce qu'étant au naturel mal organisée, aussi peu administrative que possible, adepte de ma tranquillité et ignorante des réalités socio-politico-économiques africaines, c'est fou ce que j'ai dû progresser et m'instruire à cause d'eux. Alors, tant qu'ils sont devant... »

Témoignage d'une accompagnatrice d'une Junior Association de solidarité internationale

Les contacts, échanges, temps de sensibilisation ou de formation mis en place à l'occasion du projet d'expérimentation révèlent des tensions autour de l'objet « accompagnement de projets de jeunes », et des conceptions parfois différentes – de manière schématique :

- entre les accompagnateurs professionnels (animateurs en collectivité ou issus du milieu associatif) et bénévoles (issus du cercle familial, bénévoles associatifs) ;
- entre les animateurs qui se revendiquent de l'éducation populaire et les professionnels de l'éducation nationale

Quels points de repère ? Quelles postures proposer pour une mission éducative commune ?

Par ailleurs, il apparaît que l'évolution des conceptions et des pratiques d'accompagnement, qui ne nous semble concrètement réalisable qu'à travers la mise en place de réseaux territoriaux d'acteurs, interroge la façon dont sont construites les politiques territoriales de jeunesse : quels dispositifs de soutien ? Quelle information ? Comment situent-elles les acteurs de l'accompagnement des projets des jeunes ?

Enfin, l'implication des professionnels de l'Éducation nationale (enseignants et non-enseignants : chefs d'établissement, CPE, personnels Vie scolaire) et plus généralement des établissements scolaires dans l'accompagnement de projets collectifs de jeunes, méritent une analyse particulière compte tenu du cadre encore relativement fermé dans lequel ils évoluent.

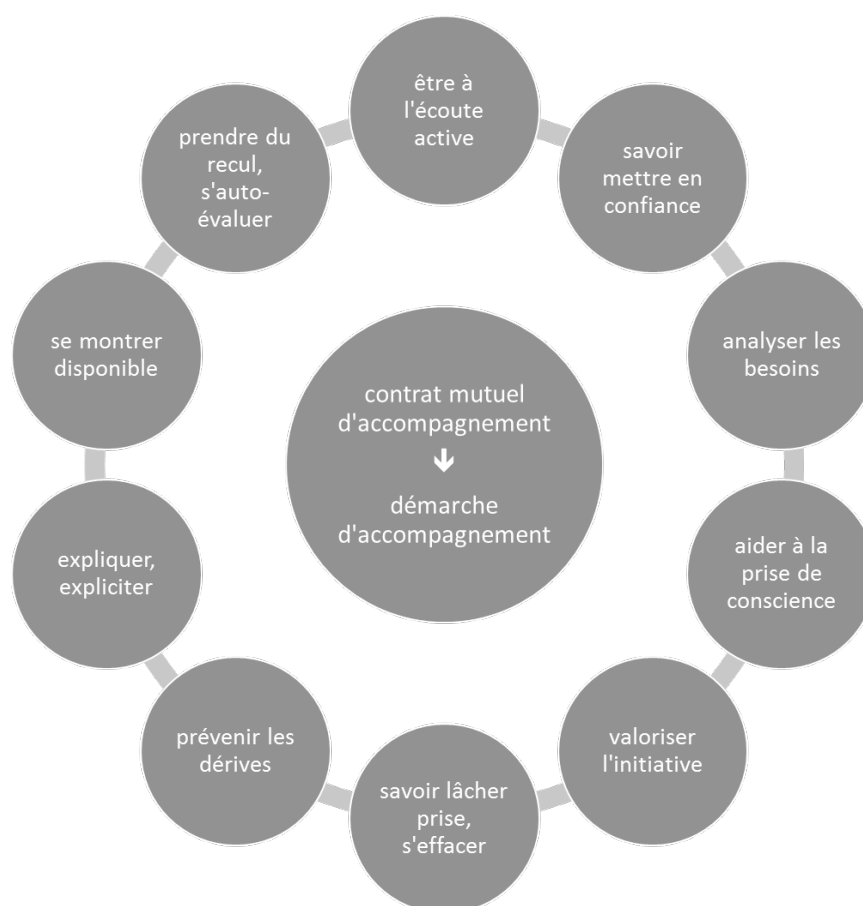
a. L'accompagnement d'initiative et de projets collectifs de jeunes : des savoir-faire techniques ou une démarche éducative partagée ?

Les échanges et témoignages recueillis à l'occasion du projet d'expérimentation indiquent que la diffusion et la professionnalisation progressive de la notion « d'accompagnement », ces dix dernières années, sont allées de pair avec le développement d'une « culture de projet », qui a tendance à **centrer l'intervention vis-à-vis des jeunes sur les savoir-faire nécessaires à la mise en forme et à la réalisation technique d'un projet**. Or, les accompagnateurs de projets de jeunes nous semblent devoir d'abord être **reconnus comme des acteurs de l'accompagnement éducatif des jeunes vers l'autonomie**.

Au point que le « *référentiel-métier* » proposé par le Ministère chargé de la jeunesse (publié en 2011 et qui a été intégré à la base ressources des acteurs de notre projet d'expérimentation) rappelle que l'accompagnement de projets de jeunes est « *d'abord une posture et une éthique* » et « *relève d'une intervention éducative construite qui ne saurait se limiter à l'animation d'un dispositif* ».

Les échanges de pratiques avec les accompagnateurs rencontrés au cours du projet, et les formations que nous leur avons proposées, nous ont permis de **travailler une définition en « postures » de cette « éthique »**, un enjeu important pour pouvoir « **parler commun** » à **une grande variété de publics « accompagnateurs »**, pas tous professionnels ou qui ne se considèrent pas comme des acteurs prioritairement concernés.

Ces postures, schématisées dans l'illustration qui suit, tendent à amener les accompagnateurs à créer des situations dans lesquelles ce sont les jeunes qui jouent un rôle actif : il s'agit de considérer les interactions avec les jeunes comme des situations pédagogiques qui contribueront à les rendre progressivement plus autonomes, l'accompagnateur visant à « s'effacer » petit à petit dans une auto-évaluation de sa pratique. **Cette dialectique permanente entre l'accompagnateur et les jeunes, nous l'avons résumée sous le terme de « contrat mutuel d'accompagnement »**, qui se situe en amont de la démarche d'accompagnement.



Ces postures et ces notions sont l'objet d'un des principaux outils issus du projet d'expérimentation. Un court guide (8 pages) qui :

- présente l'outil Junior Association ;
- met en regard, de manière très pratique, les étapes de la conduite de projet par les jeunes avec l'attitude recommandée aux accompagnateurs (de manière la plus claire possible compte tenu de la diversité des statuts) ;
- présente et commente les 10 postures présentées dans l'illustration ci-dessous ;
- les illustre avec quatre témoignages d'accompagnateurs (en prenant toujours en compte la diversité des statuts) : un animateur en Centre social, un enseignant, un animateur en service jeunesse d'une collectivité, et une bénévole associative.

In fine, ce travail sur les postures de l'accompagnement permet de **travailler également sur les représentations des acteurs sur les jeunes, sur leur citoyenneté, leur action sur les territoires**. Il engage à faire le pari de la confiance dans les capacités des jeunes, à rechercher des attitudes rassurantes et à leur accorder le droit de prendre des décisions. Il ne s'agit pas d'abandon : l'autonomie ne se construit que s'il y a des repères, des valeurs que l'on peut s'approprier, négocier, redéfinir ou même refuser. Ce n'est donc possible que s'il y a des interlocuteurs crédibles, qui accueillent la démarche initiée par les jeunes avec bienveillance et transmettent peu à peu un savoir-faire.

b. Accompagnement des projets de jeunes et politiques territoriales de jeunesse

Le deuxième axe de notre projet en particulier recherchait les interactions positives entre tous les acteurs possiblement concernés (associations, institutions, collectivités territoriales et pouvoirs publics), tant pour faciliter l'engagement des jeunes mineurs que pour mettre en partage et discuter les conceptions et pratiques d'accompagnement développées dans les actions du premier axe. Le bilan des actions menées a amené le comité de pilotage national à une réflexion plus large sur les politiques territoriales de jeunesse qui, selon les territoires, prennent plus ou moins en considération le travail d'accompagnement et donc, influent sur les pratiques.

De fait, il nous semble que l'évolution de la notion d'accompagnement vers une logique-projet, décrite au paragraphe ci-avant, est en partie alimentée par **les modalités de financement et d'évaluation du travail d'accompagnement** des politiques jeunesse territoriales. Nombreux sont les animateurs rencontrés à l'occasion de nos formations, notamment en service jeunesse des petites collectivités territoriales, qui témoignent d'un **sentiment « d'injonctions contradictoires »** qu'ils subissent entre la « commande institutionnelle » des décideurs (il faut multiplier le nombre de projets réussis et le nombre de jeunes bénéficiaires) et la réalité de leurs contacts avec les jeunes qu'ils accompagnent, tout simplement de leur envie, de ce qu'ils expriment. En considérant la réalisation du projet comme prioritaire, on transforme la démarche d'accompagnement en faisant l'objectif principal et l'indicateur principal de l'efficacité de l'accompagnateur.

Cette évolution se nourrit également de **la manière dont sont majoritairement conçus les dispositifs de soutien aux projets de jeunes**, qui sont largement aujourd'hui le fait des collectivités territoriales notamment à mesure que le programme *Envie d'agir* (et ce qu'il a pu structurer) a eu tendance à disparaître du territoire :

- Leur niveau d'exigence n'est pas toujours adaptée aux jeunes, et il peut y avoir un décalage important entre le temps des dispositifs (délai pour présenter son dossier, obtenir une réponse, réaliser l'action) et celui de la démarche progressive d'autonomisation des jeunes concernés (qui dépend bien sûr de chaque groupe...). Ceci peut avoir pour conséquence d'exclure une partie des jeunes (particulièrement les moins autonomes) de l'accès à ces dispositifs, ou d'amener les accompagnateurs concernés, paradoxalement, à « faire à la place » des jeunes voire à prendre temporairement les rênes de leur projet, pour répondre à ces exigences.
- Ces dispositifs financent et évaluent la réalisation technique des projets, mais peu ou pas les démarches mises en place pour accompagner les jeunes.
- Ils s'accompagnent souvent d'une information aux jeunes centrée sur l'objectif, en proposant peu d'outils et peu d'informations sur l'accompagnement dont ils peuvent bénéficier.

- Enfin, ils n'incitent que peu les acteurs à s'inscrire dans un réseau d'accompagnateurs, dont par ailleurs ils ne financent peu ou pas l'animation (cf. « sur la mise en place de réseaux territoriaux d'accompagnateurs de projets »).

Pourtant, à contre-courant d'un système scolaire particulièrement sélectif et qu'il s'agit justement d'ouvrir à d'autres pratiques, **l'espace de l'engagement et de l'initiative doit rester ouvert à la créativité, au tâtonnement, à l'expérimentation**, un espace dans lequel l'erreur voire l'échec est possible, accepté, « accompagné » lui aussi.

C'est cette conception que nous avons inscrite dans notre projet associatif (révisé en 2012 en résonance avec les premiers résultats de l'expérimentation¹⁶) et que notre réseau de correspondants territoriaux fait vivre à travers le développement des Juniors Associations :

- par une souplesse affirmée dans l'accès et le fonctionnement de la Junior Association : facilité de création, absence de prérequis (autre d'être au moins deux), organisation libre du groupe de jeunes, habilitation temporaire qui n'a vocation à durer que le temps pour lequel les jeunes choisissent de mobiliser l'outil ;
- par la place accordée à l'accompagnateur : celui-ci ne peut pas être membre de la Junior Association mais bien « à-côté » du groupe de jeunes et de son projet ;
- par une insistance forte sur le droit au tâtonnement et à l'erreur relayée par les Relais départementaux auprès des accompagnateurs des Juniors Associations et des partenaires locaux.

De fait, **la Junior Association se définit d'abord comme une construction collective, qui permet l'ouverture aux autres, l'acquisition de compétences sociales et encourage la prise de responsabilité - le projet n'étant que le prétexte du faire-collectif**. La Junior Association offre un espace de transmission de pairs à pairs de connaissances et savoir-faire, complémentaire de l'action de l'accompagnateur.

c. Sur la mise en place de réseaux territoriaux d'accompagnateurs de projets

Au final, le développement de politiques territoriales de jeunesse axées sur l'accompagnement des initiatives et des projets de jeunes, et associant l'ensemble des intervenants sur les temps éducatifs des jeunes, repose sur **la capacité de ces acteurs à travailler en réseau** : c'est bien dans les contacts, les échanges entre les organisations et structures concernées, que s'interrogent les pratiques d'accompagnement de projets des jeunes. C'est pourquoi **la mise en place de réseaux locaux d'acteurs**.

Or, le dynamisme et la pérennité de ces réseaux sont basés sur la qualité de leur animation et dépendent donc des moyens qui peuvent y être consacrés. Il importe en conséquence de **valoriser et soutenir la fonction d'animation de réseau au-delà du travail d'accom-**

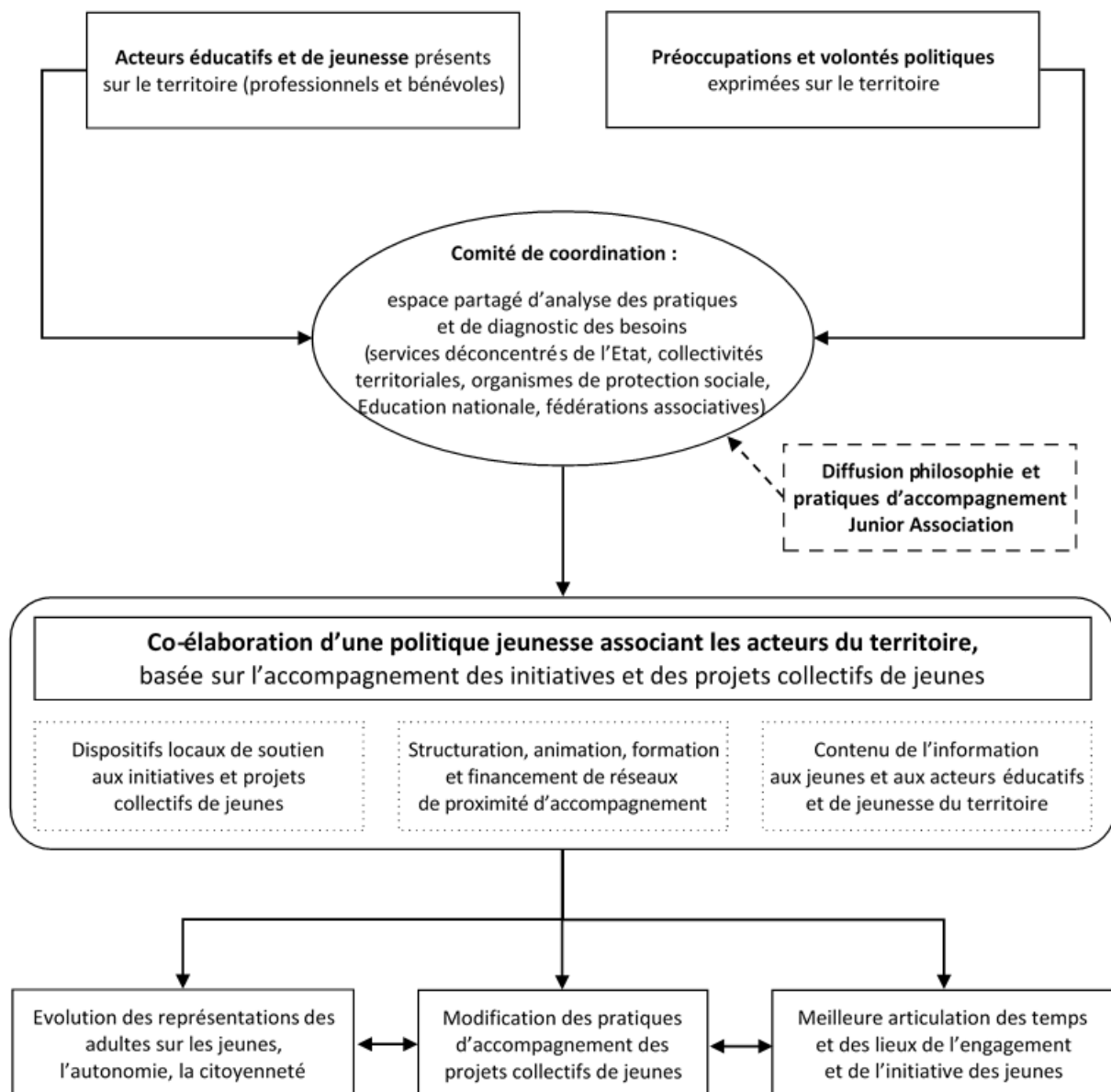
¹⁶ Cf. documentation jointe au rapport : projet associatif du RNJA

pagnement - fonction que remplissent par exemple les fédérations d'éducation populaire dans le cadre de leur mission de « Relais Junior Association », parfois avec difficultés.

De la même manière, l'inscription des structures au sein d'un tel réseau implique d'intégrer, dans les missions et l'emploi du temps de leurs professionnels, la participation à son animation. Elle demande **une organisation du travail** qui en tienne compte et qui le valorise, qui autorise ces professionnels à participer à des actions de formation et d'échanges de pratiques dont ils sont demandeurs, d'autant moins évidente lorsque le travail est concentré sur la réalisation des projets des jeunes !

Quelle que soit la structure concernée, **la volonté politique est donc incontournable !**

Compte tenu du bilan de notre expérimentation, nous pourrions résumer une situation-modèle de coordination territoriale sous la forme du schéma suivant :



d. Sur l'implication de personnels de l'Education nationale et des établissements scolaires dans l'accompagnement de projets collectifs de jeunes

Le projet d'expérimentation visait à porter des aspirations et une approche globale sur l'accompagnement des projets de jeunes auprès d'un maximum d'acteurs. La phase de diagnostic d'une part, et l'approche des évaluateurs d'autre part, nous ont amené à nous concentrer de manière importante **sur le cadre scolaire encore peu sensible, voire réticent, à l'intérêt d'une participation active et plus importante des jeunes / élèves.**

Nous sommes partis de l'existant et du positionnement institutionnel : la notion de « Vie lycéenne » s'est installée petit à petit au fil de 20 années de construction institutionnelle au sein du Ministère de l'Education nationale et des établissements (de la reconnaissance des droits d'expression, d'affichage, de réunion et de publication aux lycéens en 1991, à la réforme du lycée « Chatel » qui comporte un volet « responsabilité et engagement des élèves »). Au moment où démarrait le projet d'expérimentation, la publication d'une circulaire ministérielle sur les associations d'élèves (« Maisons des lycéens ») entendait (ré)introduire le fait associatif dans les lycées, avec des responsabilités de gestion confiées directement aux jeunes, mettant fin au modèle des foyers socio-éducatifs (FSE) majoritairement aux mains des enseignants. Dans les faits : bien peu de ces « Maisons des lycéens », ont en fait remplacé les FSE et un nombre encore plus restreint fonctionne correctement, ce que révélaient les rapports successifs de la mission d'Inspection chargée de l'accompagnement de la « réforme du lycée » Chatel (2010-2012).

Les objectifs du projet d'expérimentation entraînent donc en résonance avec ce contexte de mobilisation institutionnelle. Le RNJA (qui est justement agréé par le Ministère de l'Education nationale au titre des associations « complémentaires de l'enseignement public ») a donc cherché avec nos partenaires régionaux, des leviers pour « inverser la tendance » auprès des établissements – considérant que **ce devrait être à l'institution / l'établissement de créer les conditions pour que les élèves qui le veulent puissent s'emparer de l'outil associatif en milieu scolaire.** De notre point de vue, **il n'est pas cohérent de n'outiller « que » les jeunes pour qu'ils conquièrent un peu de capacité d'action dans leur lycée, sans former en parallèle les personnels peu sensibilisés.**

Le travail mené confirme une des hypothèses du projet d'expérimentation : **la culture professionnelle** (d'abord centrée sur la transmission d'un savoir disciplinaire), **le peu de formation / information des personnels en matière de vie associative ou d'accompagnement de projet**, le peu de soutien et **les moyens faibles dont ils peuvent disposer** pour monter de tels projets, constituent **des freins indirects à l'initiative des jeunes dans le cadre scolaire.**

Parce qu'il est souple et qu'il comprend de nombreuses garanties et facilités de fonctionnement pour les jeunes, la Junior Association a pu aider à lever des craintes tout en accompagnant élèves et personnels. **Des établissements volontaires se sont ainsi lancés dans l'accompagnement de Juniors Associations** pour contribuer à la réalisation d'un projet particulier ou bien lancer une « Maison des lycéens ». Le RNJA s'est attaché à valoriser tout particulièrement dans sa communication, **des expériences réussies au bénéfice de toute une communauté éducative**, pour disposer d'outils de témoignages à porter dans les formations adressées aux CPE, enseignants et chefs d'établissement.

Le bilan (avec peu de recul) sur ces expériences laisse pourtant penser qu'il s'agit **d'un pari gagnant-gagnant** :

- pour les jeunes élèves, ces espaces représentent des lieux d'engagement, de prise de responsabilités et d'initiation sociale au cœur de l'établissement ;
- pour les enseignants et la communauté éducative, ils favorisent l'expression et la reconnaissance de compétences non académiques qui viennent enrichir la formation proposée par l'institution, et permettent d'améliorer le climat scolaire en établissant d'autres formes de relations avec les élèves ;
- enfin, ils permettent d'ouvrir l'établissement sur son territoire et d'en améliorer l'image, en favorisant les interactions positives avec les institutions et associations locales comme avec les habitants.

B. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif

1. Public visé

N.B. : les conditions, difficultés et leviers de mobilisation repérés pour les publics concernés étant déjà abordés au point I.B du rapport, ce chapitre propose plutôt des réflexions sur l'élargissement des publics potentiels.

Il convient tout d'abord de noter la grande demande d'espace d'échanges de pratiques et de formation exprimées par les adultes en situation d'accompagnement de projets de jeunes : si l'apport d'éléments méthodologiques et/ou techniques crédibilisent l'action de formation (notamment pour les animateurs professionnels qui doivent obtenir l'accueil de leur hiérarchie pour y prendre part, dans le contexte « d'injonctions contradictoires » et de manque de disponibilités évoqué au point précédent), le bilan des sessions de formation et les regroupements d'accompagnateurs font toujours apparaître un besoin de questionnement sur les postures, auquel nos propositions de formation ont tenté de répondre. **C'est d'autant plus vrai pour les accompagnateurs qui ne sont ni des professionnels de la jeunesse, ni de l'éducation** : ces questions sont très présentes dans les contacts avec, par exemple, les bénévoles associatifs ou les accompagnateurs de groupes de jeunes issus de l'entourage amical ou familial (« *comment je me comporte si... ?* »). Il nous semble important de ne pas « réserver » une démarche d'accompagnement de projets de jeunes aux seuls professionnels, parce que ces bénévoles posent justement des questions différentes.

Le souci de participation des élèves et des lycéens est bien présent dans le discours de l'Education nationale, pour autant, le contenu de cette participation ne fait pas consensus lorsqu'on regarde la réalité des établissements : il s'agit plutôt de la participation aux instances contrôlées par des adultes que des regroupements entre pairs. Ce qui induit des formes d'accompagnement-contrôle à l'inverse de nos préoccupations et explique une grande partie des difficultés rencontrées sur ce public pendant le projet comme le temps long de leur mise en œuvre. **Un levier supplémentaire pourrait constituer en une adresse aux chefs d'établissement**, notamment dans leurs espaces de formation initiale et continue, en initiant des démarches auprès de l'Esen ou des Espé. Le bilan de nos actions montre que la démarche d'accompagnement des jeunes est d'autant mieux assurée par les personnels des établissements scolaires, quand la dimension « initiative collective et autonomie des jeunes » est travaillée dans le projet d'établissement, par le principal ou le proviseur.

Enfin, nos échanges avec l'équipe d'évaluation nous ont révélé un défaut de communication en direction **des parents, que la démarche d'évaluation a mis en avant comme des acteurs importants de l'engagement de leurs enfants** en Junior Association (soutien affectif, plus ou moins exprimé – et parfois soutien « logistique » pour aider les jeunes à participer aux actions). Il est vrai que ce public n'est pas directement intégré à notre action, sauf dans les cas où l'accompagnateur d'une Junior Association est un parent d'un de ses membres, et qu'il est par conséquent considéré comme accompagnateur avant d'être un parent. Il

convient sans doute d'initier des actions à leur endroit pour en faire de meilleurs alliés, même si souvent les jeunes tentent plutôt de se soustraire à leur contrôle direct dans la réalisation de leurs projets et leur conquête d'autonomie !

2. Actions menées

Comme nous l'avons indiqué en conclusion de la présentation des actions (*chapitre II.A., « Phase 3 »*) **nous constatons déjà une demande, au sein du réseau des Relais départementaux Junior Association** (qui sont 140 présents sur 99 départements) pour un partage des démarches et outils expérimentés au cours du projet – et ce d'autant qu'une très grande partie des outils leur sont immédiatement transférables.

Une partie des outils est également accessible à d'autres acteurs qui s'intéressent à la participation des jeunes et à leur accompagnement, **notamment le guide « L'accompagnement de projets à l'initiative de jeunes mineurs »**, qui cherche à s'adresser au public d'accompagnateurs ou d'accompagnateurs potentiels le plus large possible.

Le succès rencontré par **la mission de Service civique pour l'accompagnement des projets collectifs et des associations d'élèves dans les lycées**, inscrite dans un cadre partenarial fécond entre une DRJSCS, un Rectorat, et les fédérations de la Ligue de l'enseignement qui sont à la fois un centre de ressources à la vie associative et un mouvement complémentaire de l'enseignement public, appelle à son développement, tout à fait possible par d'autres acteurs.

Mais il faut prendre garde à l'écueil de la « scolarisation » de l'engagement, qui peut d'ailleurs facilement se confondre avec les dérives de la « culture de projet » évoquée au point III.A. Pour cela, **il est très important que les initiatives collectives de jeunes, les associations de jeunes et Juniors Associations créées dans les collèges et lycées soient intégrées à un réseau fédératif plus large** qui leur permet de ne pas se retrouver « enfermées » dans les quatre murs de l'établissement.

3. Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance

Comme nous le mentionnons en introduction, une des finalités de notre projet est de demander aux adultes, aux associations, aux institutions, aux collectivités territoriales et aux pouvoirs publics de s'organiser localement afin de reconnaître le droit d'agir aux jeunes. Il nous importait que le projet d'expérimentation puisse se connecter avec les préoccupations des autres acteurs jeunesse concernés sur les territoires ; cela sous-entend que ces préoccupations sont présentes et qu'elles sont exprimées dans un espace partagé : **un ou plusieurs espaces d'interface et de coordination des acteurs sont donc incontournables**, à

condition que ceux-ci soient réguliers et qu'ils puissent déboucher sur la co-construction d'un programme d'actions (communication, formations, évènementiel...) partagé, ce qu'illustre justement le schéma conclusif de la partie III.B.A (p. 49).

Il faut donc souligner la grande dépendance de notre objet de travail (l'engagement et l'accompagnement des projets collectifs de jeunes) **à l'agenda politique** (au niveau local et au niveau national) d'une part, mais aussi à la bonne volonté ou à la disponibilité des acteurs concernés voire de quelques personnes-ressources qui ont pu donner de l'élan ou freiner complètement le projet selon les régions.

Au terme du projet, le comité de pilotage national s'est interrogé : **cette expérimentation aurait-elle été facilitée si elle avait pu bénéficier de l'élan institutionnel du plan d'action interministériel « Priorité Jeunesse »** (lancé en février 2013) ou, pour les actions menées en direction des professionnels de l'Education nationale, de la mobilisation « pour un Acte II de la Vie lycéenne » (lancée au printemps 2013) ?

4. Impacts sur la structure

Disposer d'un financement sur deux années et demi pour réaliser l'action, a permis de prendre le temps tout en étant plus efficace et plus crédible. L'évaluation de l'expérimentation avec une équipe de sociologues extérieure a aussi apporté de la légitimité à notre action.

Témoignage du coordonnateur de l'expérimentation en région Auvergne.

Les bénéfices du projet d'expérimentation, aussi bien pour le RNJA que pour les partenaires régionaux, sont nombreux et de plusieurs natures : politiques, organisationnels et financiers. Le comité de pilotage national a particulièrement travaillé à l'identification de ces aspects à l'occasion de sa réunion finale (29 octobre 2013).

- **Le mécanisme de l'expérimentation (temps long, financement pluriannuel, légitimité du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse et crédibilité apportée par le dispositif d'évaluation associé)** a permis aux fédérations partenaires « Relais Junior Association » de **remobiliser un discours politique sur l'engagement des jeunes**. Ce faisant, **elles se disent mieux repérées comme actrices de la question à l'échelle locale ou régionale** au terme du projet d'expérimentation. Plus concrètement, ce projet a été pour certaines l'occasion de prendre attache de nouveaux réseaux peu ou pas connus initialement, en tout cas sur la dimension d'accompagnement de projets de jeunes (réseau Information Jeunesse, réseau Vie lycéenne des Rectorats par exemple). Cela signifie aussi la construction d'accords partagés entre fédérations départementales « Relais Junior Association » au sein d'un territoire, pour proposer des actions communes auprès des régions ou des académies.

- En Ile-de-France, en Bretagne et en Auvergne, l'expérimentation a permis d'obtenir **de nouveaux soutiens financiers locaux** auprès des Conseil régionaux concernés pour le développement des Juniors Associations. Au niveau national, une partie des actions développées ont **permis au RNJA de trouver de nouveaux partenaires financiers avec l'Acse et le Ministère de l'Education nationale**¹⁷.
- Les porteurs du projet en Bretagne, Champagne-Ardenne, Pays-de-la-Loire et Auvergne ont témoigné, au sein du comité de pilotage national, d'un **effet de « repolitisation » de la démarche Junior Association** auprès de leurs collègues, et d'une contribution certaine du projet dans la **(re)constitution d'une culture d'équipe autour de l'engagement des jeunes à partir de la réflexion sur l'accompagnement de projets**. Citons par exemple, en Champagne-Ardenne, la remobilisation des Relais Junior Association en Haute-Marne dans l'Aube, peu actifs ces dernières années.
- En Champagne-Ardenne et en Bretagne, **les fédérations associatives pilotes de la Marne et de l'Ille-et-Vilaine ont procédé à une restructuration de leurs services** avec une place plus importante aux questions de jeunesse connectées à leur savoir-faire d'accompagnement de la vie associative (« service jeunesse et formation » transversal dans la fédération d'Ille-et-Vilaine avec 3 ETP et un stagiaire, création d'un « service accompagnement des jeunes » dans la fédération de la Marne). En Pays-de-la-Loire, 3 fédérations de la Ligue de l'enseignement sur les 5 composent l'Union régionale, ont augmenté le temps de travail de leurs personnels sur les questions de jeunesse, en lien direct avec l'expérimentation.
- Cette idée de « culture d'équipe » ou de réseau est aussi ressentie entre les participants au niveau du comité de pilotage national, qu'ils ont bien identifié comme un lieu de ressources et d'échanges de pratiques. **En s'inspirant de ce travail, le RNJA a retenu dans son nouveau plan d'actions la mise en œuvre de réunions déconcentrées des Relais départementaux à l'échelle interdépartementale ou régionale**, distinctes des formations qui leur étaient habituellement proposées, pour créer un cadre d'échanges propice au partage des outils et résultats de l'expérimentation, notamment pour l'animation de réseaux d'accompagnateurs de Juniors Associations. D'une manière générale, **l'expérimentation a beaucoup impacté le plan d'actions 2013-2015 du RNJA**¹⁸, adopté par notre Assemblée générale en mars 2013, aussi bien en terme de positionnement du Réseau national vis-à-vis de ses Relais territoriaux, que de poursuite de développement d'outils et d'adresse aux jeunes et à la communauté des accompagnateurs.

¹⁷ Les notifications de soutien de ces deux partenaires sont intervenues après le terme de l'expérimentation et n'ont donc pas contribué au budget du projet.

¹⁸ Cf. documentation jointe au rapport : rapport moral AG 2013 / orientations 2013-2015.

- L'expérimentation a aussi permis au RNJA de **nourrir une fonction de « plaider »** que l'association n'avait plus investie depuis quelques années. Deux occasions particulières se sont présentées avec deux productions qui ont permis de capitaliser le bilan de l'expérimentation :
 - Dans le cadre de la consultation sur les droits des jeunes initiée par le Ministère chargé de la Famille à l'automne 2013 : **un plaidoyer pour la reconnaissance du droit d'association des mineurs¹⁹**, qui vise à revenir sur le statut particulier créé en juillet 2011 dans la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (article 2bis) , peu lisible et peu opérationnel ;
 - Dans le cadre de l'Acte II de la Vie lycéenne initié par le Ministère délégué à la Réussite éducative : **des propositions²⁰ pour favoriser la création d'associations dans les lycées**, basées sur les outils et actions initiées dans le cadre de l'expérimentation.

- L'expérimentation a permis de développer de nouvelles relations avec l'Education nationale et les Rectorats, et **de donner à la Junior Association une véritable visibilité sur les établissements scolaires (particulièrement les lycées), là où notre action n'était que peu visible au démarrage de l'expérimentation.** Les outils et le savoir-faire développés pendant l'expérimentation ont permis au RNJA de recevoir le soutien financier du Ministère de l'Education nationale, qui ne s'était jusqu'à présent pas intéressé à la Junior Association, pour l'année scolaire 2013/2014. **De nouvelles actions de formation de personnels scolaires sont prévues** dans de nouveaux territoires hors expérimentation (académies de Strasbourg, de Nice, de Lille). Le RNJA a aussi été associé à la première édition des « Semaines de l'engagement lycéen » en octobre 2013.

- A partir de l'expérience particulière de l'Auvergne mais aussi des rassemblements régionaux en Bretagne, Pays-de-la-Loire et Ile-de-France, **l'expérimentation a permis de développer des passerelles entre les formes d'engagement Service civique et Junior Association**, à travers le projet d'accompagnement des Juniors Associations / Maison des lycéens par des volontaires, **dans une perspective de transmission de l'expérience d'engagement entre pairs.** Les Pays de la Loire et la Champagne-Ardenne ont souhaité initier le même projet dans leurs régions dans les derniers mois du calendrier du projet. De nombreux Relais Junior Association hors des territoires retenus pour l'expérimentation sont d'ores et déjà intéressés.

¹⁹ Cf. documentation jointe au rapport : « Reconnaître le droit d'association des mineurs : un enjeu majeur ! ». Ce plaidoyer a notamment trouvé l'intérêt de la Défenseure des Enfants auprès du Défenseur des Droits.

²⁰ Cf. documentation jointe au rapport : « 10 propositions pour une vie associative dynamique dans les lycées ».

Conclusion

La démarche d'expérimentation initiée par le Réseau national des Juniors Associations est vécue comme très positive par ses « Relais départementaux » en Auvergne, Bretagne, Pays-de-la-Loire, Champagne-Ardenne et Ile-de-France, chargé de sa mise en œuvre effective : en leur permettant de repartir à la conquête de leurs publics, en en révélant d'autres, en proposant de nouvelles pistes et de nouveaux cadres pour mener son action de soutien à l'engagement des jeunes mineurs.

C'est pourquoi le RNJA, dans le cadre de son plan d'actions 2013/2015, entend poursuivre le développement de Junior Association comme créateur de lien entre le temps scolaire et périscolaire, comme un outil d'intervention sociale au service de la communauté éducative dans son ensemble, alors que se mettent en place des dynamiques de projets éducatifs de territoire rendus incontournables par la loi de Refondation de l'École de la République qui concerne tous les acteurs de la coéducation des jeunes.

Restitution du porteur de projet
Annexe 1 - Public visé par l'expérimentation
Nombre et caractéristiques des bénéficiaires et territoire d'intervention

Numéro du projet	AP3_136	Nom de la structure porteuse de projet	RNJA
-------------------------	----------------	---	-------------

	Bénéficiaires entrés l'année 1	Bénéficiaires entrés l'année 2	Bénéficiaires entrés l'année 3	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action				
Jeunes	2261	5318	2183	9762
Adultes	421	1223	428	2072
Nombre total de bénéficiaires	2682	6541	2611	11834

	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif, par caractéristiques	

1. Jeunes	
Âge	
Moins de 6 ans	
6-10 ans	
10-16 ans	1537
16-18 ans	5272
18-25 ans	1533
Autres : (non précisé par les régions partenaires du projet)	1420
Autres : (préciser)	
Situation	
Elèves en pré-élémentaire	
Elèves en élémentaire	
Collégiens	957
Lycéens en LEGT	3900
Lycéens en lycée professionnel	1175
Jeunes apprentis en CFA	
Étudiants du supérieur	110
Demandeurs d'emploi	63
Actifs occupés	151
Autres : (Service civique 355 + jeunes membres nouvelles Juniors Assos 1605)	1960
Autres : (non précisé par les régions partenaires du projet)	1446
Niveau de formation	
Infra V	
Niveau V	
Niveau IV	
Niveau III	
Niveau III	
Niveau I	
Sexe	
Filles	4099
Garçons	5663
2. Adultes	
Qualité	
Parents	
Enseignants	272
Conseillers d'orientation-psychologues	
Conseillers principaux d'éducation	471
Conseillers d'insertion professionnelle	15
Animateurs	645
Éducateurs spécialisés	3
Autres : (engagés en Service civique)	34
Autres : (divers cf. commentaires)	632

Réalisation

Autre information concernant les bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif

1. Les jeunes bénéficiaires sont-ils inscrits et suivis par la mission locale (ML) ?	
Oui, tous les bénéficiaires directs sont inscrits et suivis par la ML Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML	Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML

Echelle et territoire d'intervention de l'action mise en place

1. L'action que vous menez dans le cadre de cette expérimentation est-elle à l'échelle :	
Communale (une ou plusieurs communes dans un même département) Départementale (un ou plusieurs départements dans une même région) Régionale (une seule région) Inter-régionale (2 et 3 régions) Nationale (plus de 3 régions) ?	Nationale
2. Votre territoire d'intervention inclut-il des quartiers politique de la ville ?	
Oui, la totalité de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville Oui, une partie de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville Non, mon territoire d'intervention n'inclut pas de quartiers politique de la ville	Oui, une partie de mon territoire

Remarques
Comme nous l'avions indiqué dans notre rapport S1-2012, il aurait été préférable que le FEJ envoie ce document au démarrage de l'expérimentation ce qui aurait permis aux régions partenaires de recueillir toutes les données attendues dès le démarrage des actions. C'est la raison pour laquelle certaines données ne sont pas précisées : par souci de transparence, nous l'avons précisé.
. catégorie "jeunes / niveau de formation" : ces informations ne sont pas demandées aux jeunes dans la démarche Junior Association ; l'équipe d'évaluation les a estimé dans son rapport
. la catégorie "adultes / animateurs" comprend des animateurs d'associations socio-culturelle, des personnels des collectivités territoriale, des animateurs sportifs
. la catégorie "adultes/autres : divers" comprend notamment des élus des collectivités territoriales, des responsables associatifs bénévoles
. la catégorie des jeunes engagés en Service civique a été distinguée parmi les bénéficiaires "jeunes" si ceux-ci ont été sensibilisés à l'accompagnement de projet au cours de leur mission ; en "adultes" si leur mission intégrait une dimension d'accompagnement de projets de jeunes

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	Description synthétique de chaque action	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
			Effectifs	ETP par personne	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
1. Préparation du projet	<i>janvier à décembre 2011</i>							
Action n°1	Constitution et installation du groupe de pilotage régional de l'expérimentation à Clermont-Ferrand (5 réunions déc. 2012, mai, juillet, octobre et nov 2011)	2 mois	6 personnes	6 % d'un ETP	DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Réunions d'information et de présentation de l'expérimentation à Vichy et Moulins (avril et mai 2011)	2 mois	4 personnes	6 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse + DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Réunions de préparation pour la mise en place de formations d'accompagnateurs de projets de jeunes de mai à novembre 2011	5 mois	4 personnes	6 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse + DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	Préparation des interventions sur les formations Bafa avec le Patronage Laïque de Montluçon et les Francas (octobre à décembre 2011)	3 semaines	1 personne	8 % d'un ETP	DG	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	Conception d'un module de formation de deux journées pour les accompagnateurs professionnels ou bénévoles d'initiatives de jeunes (décembre 2011)	1 mois	3 personnes	6 % d'un ETP	DG + Agents de développement jeunesse.	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
2. Mise en œuvre du projet	<i>janvier à décembre 2012</i>							
Action n°1	Réunion du Comité de coordination constitué de membres issus des services de l'Etat (DDCSPP 03 et 63, Rectorat), collectivités territoriales (CR et CG 03 et 63) et d'associations d'éducation populaire et de jeunesse (3 réunions dont deux en 2012)	3 mois	1 personne	8 % d'un ETP	DG	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Réalisation de trois réunions d'information territoriales des professionnels de jeunesse à Vichy, Moulins et Clermont-Ferrand en 2012 et 2013	3 mois	4 personnes	4 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse + DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Réalisation de trois demi journées de formation pour accompagnateurs jeunesse en milieu rural sur les territoires des com com de Dompierre, Saint-pourçain et Varennes-sur-Allier en 2012	1 mois	2 personnes	6 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	Réalisation d'une journée de formation pour les CPE des lycées de la région Auvergne au CRDP de Clermont-Ferrand en avril 2012	1 mois	3 personnes	6 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse + DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	Rencontres formation avec des volontaires en Service civique autour du thème de l'engagement des jeunes en mai et juin 2012 (partenariat DDCSPP 63 et 03)	2 mois	2 personnes	4,5 % d'un ETP	Chargée de mission Service civique + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°6	Réalisation de deux sessions d'une formation de deux jours pour les accompagnateurs de projets de jeunes à Clermont-Ferrand et Moulins en 2012 et 2013	2 mois	4 personnes	6 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse + DG + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°7	Conception d'une fiche mission Service civique pour l'accompagnement des Maisons des lycéens en août 2012	1 mois	2 personnes	4,5 % d'un ETP	Chargée de mission Service civique + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°8	Mise en place de six missions SC dans des lycées de la région pour l'accompagnement des MDL (septembre à décembre 2012). Formation des personnels des établissements concernés en octobre/novembre 2012 avec le Rectorat et la DRJSCS.	9 mois	2 personnes	8 % d'un ETP	Chargée de mission Service civique + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°9	Création et accompagnement de juniors association dans 3 établissements scolaires et d'une junior association soutenue par le CG 03	6 mois	1 personne	8 % d'un ETP	Agent de développement jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
3. Achèvement du projet	<i>janvier à juin 2013</i>							
Action n°1	Mise en place des modalités d'évaluation de l'équipe de sociologues auprès de nos partenaires sur le terrain (janvier 2013)	1 mois	1 personne	4,5 % d'un ETP	chargée de mission Service civique + Agents de développement jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Diffusion des questionnaires d'évaluation auprès des jeunes, collecte et remontée de ceux ci auprès des sociologues (participation de jeunes de MDL, de juniors associations et de Conseillers généraux jeunes). Il ya eu 67 retours de questionnaires provenant des JA et 311 provenant des lycées de la région (mars et avril 2013)	2 mois	2 personnes	8 % d'un ETP	chargée de mission Service civique + Agents de développement jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Organisation d'une journée d'information bilan sur l'expérimentation en mai 2013 à la DDCSPP 63 avec des membres du comité de coordination régional.	1 mois	3 personnes	6 % d'un ETP	chargée de mission Service civique + Agents de développement	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	Travail d'élaboration d'un annuaire des acteurs jeunesse en Auvergne avec une interface consultable sur internet (le travail n'a pu aboutir suite à une défaillance de notre partenaire Cotravaux Auvergne)	2 mois	2 personnes	4 % d'un ETP	Agents de développement jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	Rencontres formation avec les six jeunes en service civique au sein des lycées qui travaillent à l'accompagnement des MDL et bilans de leur missions (de janvier à mai 2013).	6 mois	2 personnes	8 % d'un ETP	Chargée de mission Service civique + DAF	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	Description synthétique de chaque action	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
			Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
1. Préparation du projet	<i>Janvier 2011 - Octobre 2011</i>							
Action n°1	Préparation, animation et suivi des groupes de travail préparatoires régionaux (24/01/2011, 26/05/2011)	1 mois	4	0,5	Directeur Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de
Action n°2	Etat des lieux sur les Juniors Associations bretonnes, les cadres d'engagement des jeunes et les attentes des	3 mois	6	1	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de
Action n°3	Identification et prise de contact avec les structures partenaires potentielles	2 mois	4	1	Directeur Chargés de mission	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°5	Précision du public / des actions à mener	1 mois	4	0,5	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de
Action n°6	Construction des outils d'intervention et de formations	4 mois	4	1	Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de
Action n°7	Réunion du groupe de pilotage technique et politique avec l'ensemble des "Relais Junior Association" bretons (Ligue, FRMJC, FCSB, DDCS/PP)	1 mois	18	1	Directeur Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
2. Mise en œuvre du projet	<i>Octobre 2011 - Mai 2013</i>							
Action n°1	Organisation rencontre régionale des Juniors Associations (2j, octobre 2011)	1 mois	12	4	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau +	Locations de salles,	Frais postaux – Téléphone –
Action n°2	Réunions du groupe de pilotage technique et politique	3 mois	18	3	Directeur Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Réunion du Comité de coordination régionale en mars 2012	1 mois	10	1	Directeur Chargés de mission			Frais de mission
Action n°4	Formations départementalisées des CPE référents Vie lycéenne	2 mois	8	2	Formateurs Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	Intervention Formateurs	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	Mise en œuvre appel à projet commun avec le Rectorat auprès des lycées : 9 établissements retenus	1 mois	2	1	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		
Action n°6	Organisation rencontre régionale des Juniors Associations (2j, octobre 2012)	1 mois	12	4	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	Locations de salles, hébergement	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°7	Création du guide "Lycéens, associez-vous"	2 mois	5	2	Chargés de mission Chargé de communication			
Action n°8	Accompagnement des lycées retenus par l'appel à projets (formation des adultes et/ou des jeunes)	4 mois	8	2	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
3. Achèvement du projet	<i>Mai 2013 - Juillet 2013</i>							
Action n°1	Organisation du Forum régional de l'engagement associatif des mineurs ; Comité de coordination régional	3 mois	6	2	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	Location salle, repas, intervention compagnie théâtre, transport intervenants	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Bilan du Forum Régional de l'Engagement Associatif des Mineurs	0,25 mois	6	2	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Bilan de l'accompagnement des lycées	0,5 mois	8	2	Chargés de mission Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	Mise en page du guide "Lycéens, associez-vous!"	0,25 mois	5	1	Chargés de mission Chargé de communication		Graphiste, imprimeur	
Action n°5	Bilan avec le Rectorat et avec le Conseil régional	0,5 mois	2	2	Directeur Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°6	Réunion finale du groupe de pilotage technique et politique	0,5 mois	6	1	Directeur Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	Description synthétique de chaque action	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
			Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
1. Préparation du projet	<i>Novembre 2010 – novembre 2011</i>							
Action n°1	Recensement des JA du territoire et de leurs attentes en terme d'accompagnement	3	3	2	Chargés de mission – Volontaires	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Recensement des adultes référents et de leurs attentes en terme de formation	3	3	2	Chargés de mission – Volontaires	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Préparation de comités de coordination régional et de comités départementaux	1	2	2	Chargés de mission	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°4	Construction des modules de formation à destination des animateurs professionnels et des adultes accompagnateurs	5	2	2	Chargés de mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	Réunion des comités de pilotage régionaux et départementaux	1	11	2	Chargés de mission	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°6	Mise en place d'action d'information et de sensibilisation auprès des adultes et des	3	5	2	Chargés de mission	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
2. Mise en œuvre du projet	<i>Novembre 2011 – mars 2013</i>							
Action n°1	Comité de coordination régional	10	11	3	Chargés de mission – volontaires – stagiaires DEJPS – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Actions de formation des délégués élèves	2	1	2	Chargé mission	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°3	Actions de formation des élus lycéens CVL	1	4	2	Chargés de mission	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°4	Formation des personnels vie scolaire	3	2	3	Chargés mission – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	Formation des tuteurs service civique	4	3	2	Chargé mission – stagiaire DEJPS	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°6	Formation des animateurs volontaires et professionnels	3	7	2	Chargé mission	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°7	Accompagnement des lycées volontaires	6	3	2	Chargé mission – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°8	Formation à la méthodologie de l'accompagnement de projets de jeunes auprès de volontaires en Service civique effectuant leur mission au sein d'une structure	4	2	2	Chargé mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°9	Actions d'information et de sensibilisation menées dans les formations DEJEPS et BPJEPS APT/LTP (CREPS de Reims) et dans le cadre du CQP ALS (avec l'Ufolep).	1	4	2	Chargés mission – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°10	Formation d'accompagnateurs de projets de jeunes (2j fractionnés février / mars 2013)	2	1	2	Chargé mission			
Action n°11	Participation à l'animation de forums et d'évènements jeunesse	7	7	2	Chargé mission – Volontaires	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
3. Achèvement du projet	<i>Mars 2013 – juin 2013</i>							
Action n°1	Comité de coordination régional	4	2	2	Chargé mission	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Formation d'élus lycéens CAVL + présentation actions expé au Recteur d'académie					Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Création fiches pratiques, site et triptyque « MDL mode d'emploi » + préparation appel à projets Rectorat sept. 2013	6	4	2	Chargé mission – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies	agence web et graphisme	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	Transferts de savoirs faire Aube et Haute-Marne	0,2	4	2	Chargé mission – coordinateur jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	Description synthétique de chaque action	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
			Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
1. Préparation du projet								
	<i>Indiquer ici les dates de début et de fin de la phase d'actions</i>							
Action n°1	structuration du groupe de travail régional : 2 réunions 1er semestre puis mensuelles 2ème semestre	8	6	NC	Directeur Coordonnatrice vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	état des lieux et diagnostic régional auprès des Juniors Associations, des Relais et des accompagnateurs	5	1	NC	Coordinatrice Vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	tournage du film de présentation Junior Association (quatre JA franciliennes)	4	2	NC	Coordinatrice Vie associative Chargée de communication		vidéaste	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	préparation des contenus et organisation des formations	6	4	NC	Directeur Coordonnateur vie associative Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		
Action n°5	participation chantier « engagement des jeunes franciliens » DRJSCS Ile-de-France / CRAJEP	4	1	NC	Directeur	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
2. Mise en œuvre du projet								
	<i>octobre 2011 - juin 2013</i>							
Action n°1	1ère session formation accompagnateurs (4j) - 93 - octobre 2011	3	5	NC	Coordonnateur vie associative Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	rencontre professionnels jeunesse déc. 2011 (1j) - 77	1	3	NC	Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	action auprès des élus lycéens franciliens dans le cadre du Salon de l'Education (1j) - novembre 2011 - 75	1	3	NC	Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°4	action auprès des collégiens / lycéens / enseignants / CPE dans le cadre des rencontres des délégués élèves franciliens (3j) - février 2012 - 75	1	5	NC	Cadre RNJA Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°5	formation CPE Vie lycéenne Académie de Créteil (1j) - février 2012 - 94	0,5	2	NC	Cadre RNJA Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		
Action n°6	regroupement accompagnateurs (1j) - mars 2012 - 75	1	4	NC	Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°7	2ème session formation accompagnateurs (3j) - mai 2012 - 75	3	4	NC	Coordonnateur vie associative Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs graphiste	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°8	regroupement accompagnateurs (1j) - octobre 2012 - 75	1	2	NC	Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°9	formation CPE Vie lycéenne Académie de Paris (1j) - octobre 2012 - 75	0,5	2	NC	Cadre RNJA Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		
Action n°10	rencontre régionale des juniors associations et accompagnateurs franciliens (1) - novembre 2012 - 92	8	10	NC	Directeur Coordonnateur vie associative Animateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	Locations de salles, hébergement bus, repas.	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°11	action auprès des collégiens / lycéens / enseignants / CPE dans le cadre des rencontres des délégués élèves franciliens (3j) - février 2013 - 75	1	5	NC	Cadre RNJA Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°12	séminaire élus lycéens CAVL Académie de Paris (1) - avril 2013	0,5	2	NC	Cadre RNJA Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		
Action n°13	3ème session formation accompagnateurs (3j) - juin 2013 - 77	3	5	NC	Coordonnateur vie associative Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies	intervenants formateurs graphiste	Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°14	comité de pilotage régional (1 réunion bimensuelle hors été)	0,5	6	NC	Directeur Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
3. Achèvement du projet								
	<i>juin-juillet 2013</i>							
Action n°1	Bilan en comité de pilotage régional	0,5	6	NC	Directeur Coordonnateur vie associative	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°2	Evaluation des outils de formation	0,5	5	NC	Directeur Coordonnateur vie associative Formateurs	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission

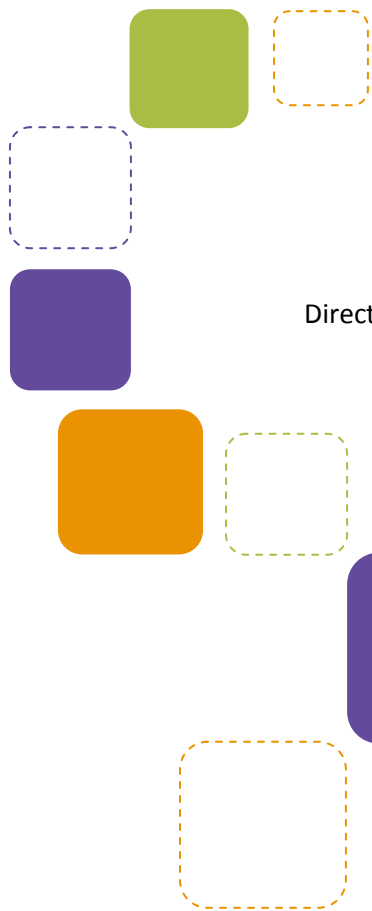
Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	AP3_136 : détail PAYS DE LA LOIRE	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
			Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
1. Préparation du projet								
Action n°1	Groupe de travail RNJA/Ligue Pays de la Loire pour établir le plan d'action régional : janvier et avril 2011	0,5				Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°2	Travail partenarial avec le rectorat / création de documents à destination des CPE (power point formation, guide de vie statutaire...) / préparation des formations à destination des CPE : janvier 2011- juin	30	2	0,3	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de mission
Action n°3	Conception et écriture du guide "lycéen associez-vous" et "guide de l'accompagnateur de projet de jeune" - mise en page - rédaction /validation : mars 2012 à juin 2012	4	2	0,25	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies	graphiste	Frais postaux – Téléphone – Frais de
Action n°4	Préparation du dossier "Service civique dans les lycées" : avril 2013 à mai 2013	2	2	0,02	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°5	Préparation modules accompagnement projet de jeunes dans les formations qualifiantes : BPJEPS, CQP : mars 2011 - sept 2011	4	2	0,12	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de
Action n°6	Préparation avec les équipes de formations BAFA - mars 2011 à déc 2011	9	2	0,05	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°7	Temps de rencontre entre accompagnateurs locaux - préparation du temps, recherche de lieux et de dates, ... juin-oct 2011 et juin-oct 2012	8	2	0,15	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de
Action n°8	Concertation avec le secteur sportif de la Ligue pour définir un plan de communication : juin - déc 2011	6	2	0,02	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de
Action n°9	Conception rencontre régionale octobre 2011 et octobre 2012	8	2	0,15	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°10	Préparation de la formation à destination des jeunes en 44 - avril 2013	1	1		2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
2. Mise en œuvre du projet								
Action n°1	Travail partenarial avec le rectorat / transmission des documents à destinations des CPE (power point, statuts types ...) / formations à destination des CPE	6	2	0,22	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies		Frais postaux – Téléphone – Frais de
Action n°2	Impression et plan de diffusion du guide "lycéen associez-vous" et "guide de l'accompagnateur de projet de jeune" - septembre 2012 + septembre 2013	1	2	0,1	2 personnes chargées de mission jeunesse	Fournitures de bureau + Photocopies	graphiste, imprimeur	Frais postaux – Téléphone – Frais de
Action n°3	Validation du dossier "Service civique dans les lycées" juin 2013	1	2	0,05	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°4	Séquences de formations pour des BPJEPS, CQP sept 2011 - déc 2012	16	2	0,15	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°5	Séquence de formation pour les stagiaires BAFA - 2012	12	2	0,05	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°6	Rencontres avec les accompagnateurs locaux - oct 2011 et oct 2012	2	2	0,05	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +	location de locaux	Frais postaux – Téléphone –
Action n°7	Actions avec le secteur sportif de la Ligue - 2012	12	2	0,05	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°8	Réalisation rencontre régionale octobre 2011 et octobre 2012	2	2	0,05	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +	Locations de locaux,	Frais postaux – Téléphone –
Action n°9	Formation à destination des jeunes en 44 - avril 2013	1	1	0,01	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
3. Achèvement du projet								
Action n°1	Bilan de formations à destination des CPE / mise en forme - avril-juin 2013	2	2	0,01	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°2	Outils de suivi suite à l'envoi du guide "lycéen associez-vous" et "guide de l'accompagnateur de projet jeune" -	1	2	0,01	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°3	Préparation des équipes départementales pour le dossier "Service civique dans les lycées" juin 2013	1	2	0,01	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°4	Pérennisation des séquences dans les formations qualifiantes : séquences de formations pour des	1	2	0,01	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°5	Pérennisation de l'information JA pour les stagiaires BAFA - 2013	1	2	0,01	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°6	Pérennisation des rencontres avec les accompagnateurs locaux	1	2	0,01	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +	location de locaux	Frais postaux – Téléphone –
Action n°7	Préparation plan de diffusion communication documentation Junior Association structures hors-	0,5	2	0,01	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +	imprimeur	Frais postaux – Téléphone –
Action n°8	Evaluation des actions avec le secteur sportif de la Ligue	1	2	0,01	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°9	Evaluation / évolution des rencontres régionales	1	2	0,01	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –
Action n°10	Evaluation des formations à destination des jeunes en 44	1	1	0,01	2 personnes chargées de	Fournitures de bureau +		Frais postaux – Téléphone –

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 3 - Liste des outils développés dans le cadre de l'expérimentation

Numéro du projet		AP3_136					
Nom de l'outil	Fonction (préciser si ce sont des outils de pilotage, de suivi, de communication, de formation, de sensibilisation, etc.)	Utilisateurs ou destinataires	Format (papier, électronique, etc.)	Transférable en dehors de l'expérimentation (oui/non)			
1	Guide "L'accompagnement de projets à l'initiative de jeunes mineurs"	communication / sensibilisation / formation	tous publics accompagnateurs de projets de jeunes	papier / électronique	oui		
2	Film de présentation de Junior Association : fonctionnement, témoignage...	communication / information	tous publics jeunes et adultes concernés par les démarches de projet des jeunes	vidéo diffusée sur Internet	oui		
3	Guide pratique "Créer sa Junior Asso"	communication / information	tous publics jeunes et adultes concernés par les démarches de projet des jeunes	papier / électronique	oui		
4	Formation accompagnateurs de projets collectifs de jeunes (plusieurs formules)	formation	animateurs - professionnels JEP responsables service jeunesse collectivités	papier	oui		
5	Guide "Lycéens associez-vous" (2 versions Bretagne et Pays-de-Loire)	communication / information	lycéens - CPE référents Vie lycéenne - DAVL - enseignants - chefs d'établissement	papier / électronique	interne RNJA*		
6	Triptyque "MDL mode d'emploi" + mini-site Internet	communication / information	lycéens - CPE référents Vie lycéenne - DAVL - enseignants - chefs d'établissement	papier / électronique	interne RNJA*		
7	Guide technique "Vie lycéenne et droit d'association" (statuts et règlement intérieur des MDL commentés)	formation	lycéens - CPE référents Vie lycéenne - DAVL - enseignants - chefs d'établissement	papier / électronique	oui		
8	Appel à projet développement et accompagnement des MDL et Juniors Assos	pilotage	établissements scolaires	papier / électronique	interne RNJA*		
9	Mission Service civique accompagnement des projets des jeunes en lycées	pilotage	Fédérations de la Ligue de l'enseignement / DRJSCS / Rectorat et établissements scolaires / Conseils régionaux	papier / électronique	oui		
10	Film "Un projet associatif au collège, c'est possible ?"	communication / sensibilisation / formation	lycéens - CPE référents Vie lycéenne - DAVL - enseignants - chefs d'établissement	vidéo diffusée sur Internet	interne RNJA*		
11	Module formation CPE	sensibilisation / formation	CPE référents Vie lycéenne - DAVL - enseignants - chefs d'établissement	diapo powerpoint	interne RNJA*		
12	Module formation lycéens	sensibilisation / formation	lycéens - DAVL	diapo powerpoint	interne RNJA*		

* ces documents présentent en effet la démarche et le fonctionnement du dispositif Junior Association : le contenu est seulement en partie transférable mais d'ores et déjà appropriables pour nos Relais départementaux



Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative

Mission d'Animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13
www.experimentation.jeunes.gouv.fr